

Juillet 2013

Analyse des marchés de gros de la terminaison
d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS des
opérateurs en métropole et outre-mer pour la
période 2014 - 2016

Document transmis à l'Autorité de la concurrence à la suite de
la consultation publique menée du 28 mai au 28 juin 2013

Statut du document

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) a mis en consultation publique, du 28 mai au 28 juin 2013, son projet d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS des opérateurs métropolitains et ultramarins.

Comme indiqué dans le document de consultation, l'Autorité, dans un souci de transparence, a publié sur son site internet, www.arcep.fr, l'intégralité des contributions qui lui ont été transmises, à l'exclusion des parties couvertes par le secret des affaires, ainsi qu'une synthèse de ces contributions.

Ce document est une version amendée du projet d'analyse des marchés qui, conformément aux dispositions des articles L. 37-1, D. 301 et D. 302 du code des postes et des communications électroniques, est transmis à l'Autorité de la concurrence afin qu'elle émette un avis sur la délimitation des marchés, ainsi que la désignation des opérateurs exerçant une influence significative. Après avoir pris en compte ces observations, l'Autorité sera en mesure de finaliser son analyse qui sera tout d'abord mise en consultation publique au niveau national avant d'être notifiée à la Commission européenne, ainsi qu'aux autres régulateurs européens.

Projet d'analyse des marchés des terminaisons d'appels – *saisine pour avis de l'Autorité de la concurrence* –

1 Contexte de la présente analyse de marché

Ce document procède à l'analyse des trois ensembles de marchés de gros de la terminaison d'appel vocal fixe, de la terminaison d'appel vocal mobile et de la terminaison d'appel SMS.

1.1 Regroupement des trois analyses de terminaison d'appel

Les analyses des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal fixe, de la terminaison d'appel vocal mobile et de la terminaison SMS ont été menées jusqu'à présent dans des décisions séparées.

Pour la période 2014-2016, l'Autorité juge pertinent de mener conjointement l'analyse de ces marchés en raison notamment de leurs similitudes structurelles et de problèmes concurrentiels communs. Ces similitudes ont d'ailleurs conduit l'Autorité à appliquer une convergence des remèdes sur ces différents marchés dans ses dernières décisions¹.

¹ Décision n° 2010-0892 de l'Autorité en date du 22 juillet 2010 portant sur la définition des marchés pertinents de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles en métropole et outre-mer, la désignation d'opérateur disposant d'influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

Décision n° 2010-1149 de l'Autorité en date du 2 novembre 2010 portant sur la détermination des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles français en métropole et outre-mer, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre pour la période 2011-2013.

Décision n° 2011-0926 de l'Autorité en date du 26 juillet 2011 portant sur la définition des marchés pertinents de la téléphonie fixe, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

1.2 Le processus d'analyse de marchés

1.2.1 L'analyse de marchés dans le cadre réglementaire actuel

Le processus d'analyse des marchés consiste, conformément aux dispositions des articles L. 37-1 et suivants du code des postes et des communications électroniques (CPCE) :

- à déterminer la liste des marchés du secteur dont les caractéristiques en termes de développement de la concurrence justifient l'imposition d'un dispositif de régulation spécifique ;
- à désigner, le cas échéant, les opérateurs disposant sur ces marchés d'une influence significative ;
- à fixer les obligations spécifiques, adaptées et proportionnées aux problèmes concurrentiels constatés.

L'analyse menée par l'Autorité vise, en vertu des articles L. 37-1 et suivants du CPCE, à analyser l'état et l'évolution prévisible de la concurrence sur ces marchés et à en déduire les conséquences en termes d'obligations réglementaires.

1.2.2 L'utilité d'envisager à moyen terme une évolution du cadre réglementaire en vue d'une régulation plus efficiente des marchés de terminaison d'appel

Identifiés comme potentiellement problématiques, les marchés de terminaisons d'appel ont été systématiquement analysés par les autorités de régulation nationales. L'Autorité procède ainsi, dans le présent document, à son 4^{ème} cycle d'analyse, et la situation est équivalente dans les autres Etats membres. Au niveau européen, la Commission européenne, qui contrôle ces analyses, et les régulateurs nationaux bénéficient aujourd'hui d'une expérience et d'une connaissance substantielles du fonctionnement de ces marchés et de leurs évolutions.

Dès lors, à l'aune du 4^{ème} cycle d'analyse de marché, il peut être relevé que les analyses de marchés, renouvelées tous les trois ans, apparaissent à la fois répétitives, en l'absence structurelle de perspectives d'évolution de la situation de marché du fait de la nature même des terminaisons d'appel, et nécessitant un examen par étapes assez conséquent au regard des questions soulevées. Cela s'illustre en particulier s'agissant des étapes de définition de marché et désignation des opérateurs puissants, alors même que tous les opérateurs exercent une puissance significative sur le marché. Cela l'est également en partie pour la détermination des remèdes, désormais largement cadrés par la recommandation de la Commission européenne sur les terminaisons d'appel : le principe de symétrie des plafonds tarifaires et de référence aux coûts incrémentaux d'un opérateur générique efficace sont aujourd'hui acquis. En revanche, la fixation périodique des plafonds tarifaires reste nécessaire, afin qu'ils restent adaptés aux évolutions des marchés, de même que certains éléments plus techniques des remèdes.

Au final, en concluant systématiquement à la nécessité de réguler l'ensemble des opérateurs et en leur appliquant les mêmes remèdes, le résultat constitue en réalité une régulation symétrique, dont la mise en œuvre est cependant rendue pesante du fait de la contrainte de

recourir à un outil fondamentalement asymétrique. La liste de près de 160 opérateurs annexée au présent projet, dont chacun recevra notification individuelle, en est l'illustration la plus flagrante. On peut aujourd'hui raisonnablement estimer que ce processus est inadapté aux caractéristiques des marchés de terminaison d'appel et contraignant pour les régulateurs comme pour les opérateurs dans une mesure qui va au-delà des nécessités de la régulation.

Dans une perspective temporelle qui dépasse le cadre de la présente analyse de marché, et dans un contexte de révision à venir du cadre réglementaire européen, la régulation des terminaisons d'appel apparaît comme un domaine où la législation européenne pourrait être simplifiée tout en restant aussi efficace et rigoureuse, notamment grâce au contrôle de la Commission européenne. Il apparaîtrait ainsi pertinent, du point de vue de l'Autorité, de réfléchir à la mise en place, dans le cadre réglementaire futur, d'un outil symétrique et pérenne de régulation des terminaisons d'appel, recentré sur la seule définition périodique des remèdes par les Autorités de régulation nationales, et sur lequel la Commission européenne maintiendrait son pouvoir de contrôle selon les dispositions définies par les articles 7 et 7 bis de la directive cadre pour les analyses de marché.

1.3 Limites spatiale et temporelle de la présente décision

Les dispositions du CPCE relatives aux analyses des marchés des communications électroniques s'appliquent à la métropole, aux départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de La Réunion et de Mayotte, ainsi qu'aux collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. L'ensemble de ces territoires constituent le territoire d'analyse.

L'Autorité s'intéresse pour un opérateur donné, fournissant un service de téléphonie ou SMS, à l'ensemble des zones géographiques précipitées sur lesquelles il fournit l'un de ces services.

Conformément aux prescriptions de l'article D. 301 du CPCE, l'Autorité peut déclarer un marché pertinent pour une durée maximale de trois ans et doit réviser son analyse de sa propre initiative lorsque l'évolution de ce marché le justifie. En vertu des articles D. 302 et D. 303 du même code, les décisions déterminant l'existence d'une influence significative et imposant aux opérateurs des obligations sont réexaminées dans les mêmes conditions.

L'Autorité s'attache dans cette décision à effectuer une analyse prospective des marchés concernés et considère que la mise en œuvre d'une régulation de ces marchés pendant une durée de trois ans à compter de la date d'adoption de la décision est justifiée au regard notamment de l'absence d'évolution prévisible vers une situation de concurrence effective.

En tant que de besoin, l'Autorité pourra toutefois être amenée à effectuer une nouvelle analyse avant la fin de la période envisagée et, le cas échéant, prendre de nouvelles décisions.

1.4 Les opérateurs fixes et mobiles concernés par la présente décision

Le projet de décision vise l'ensemble des opérateurs commercialement actifs, qui fournissent un service de téléphonie ou de SMS sur au moins l'une des zones géographiques

précédemment visées ainsi que les prestations de gros qui en découlent de terminaison d'appel (vocal ou SMS) vers les clients de ces offres. Il s'agit de :

- chacun des opérateurs fixes figurant dans l'Annexe A de la présente décision,
- chacun des opérateurs mobiles figurant dans l'Annexe B de la présente décision.

Les raisonnements qui figurent dans ce projet de décision pourront être applicables aux futurs opérateurs fixes ou mobiles, nouveaux entrants sur le marché. En particulier, les listes des opérateurs établies en Annexes A et B pourront évoluer entre la présente consultation publique et la décision finale, dès lors qu'un nouvel entrant arrivera sur le marché.

2 Définition des marchés

L'Autorité identifie *a priori* un marché de terminaison d'appel vocal fixe pour chaque opérateur fixe, ainsi qu'un marché de terminaison d'appel vocal mobile et un marché de terminaison d'appel SMS pour chaque opérateur mobile. Elle s'attache dans cette partie à définir et délimiter précisément ces différents marchés.

Les commentaires émis par les acteurs sur ce chapitre lors de la consultation publique n'ont pas conduit à des modifications.

2.1 Introduction

2.1.1 Généralités sur les terminaisons d'appel

Dans la téléphonie fixe ou mobile, la terminaison d'appel désigne, pour un opérateur exploitant des numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau, les prestations qu'il fournit à d'autres opérateurs pour l'acheminement de leurs appels vocaux ou SMS vers ces numéros depuis les points d'interconnexion pertinents. Les points d'interconnexion pertinents correspondent à ceux au-delà desquels seul cet opérateur, qui contrôle l'accès au service téléphonique des utilisateurs finals auxquels sont affectés lesdits numéros, peut acheminer de manière efficace les appels vocaux ou SMS qui leur sont destinés.

Ces prestations de gros permettent aux opérateurs acheteurs d'établir, *via* l'interconnexion de leur réseau à celui de l'opérateur vendeur², des communications vocales ou SMS à destination des utilisateurs finals du service téléphonique auxquels ces numéros ont été affectés. Par commodité, on dit que l'opérateur vendeur « termine » les appels vocaux ou SMS vers ces numéros ou utilisateurs finals. Du point de vue de l'opérateur acheteur, la terminaison d'appel est demandée indépendamment de la technologie d'acheminement du trafic employée par l'opérateur vendeur.

² Au moyen d'une convention d'interconnexion entre l'acheteur et le vendeur.

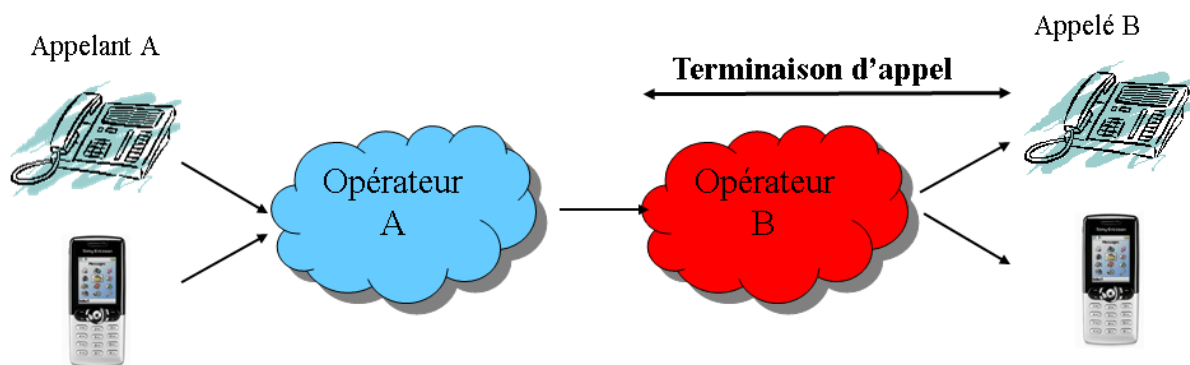


Figure 1 Prestation de terminaison d'appel pour l'acheminement d'un appel vocal ou SMS vers le client de destination

Les communications de bout en bout (appel vocal ou SMS) sont payées au détail par les utilisateurs finals de l'opérateur appelant, qui fixe les prix de détail. Par ailleurs, la prestation de terminaison d'appel est payée au gros par l'opérateur appelant à l'opérateur appelé, qui en fixe les prix. Il s'agit du modèle économique dit du *calling network party pays*.

Il convient de noter que la terminaison d'appel est une prestation d'accès réciproque, où les opérateurs acheteurs sont généralement eux-mêmes vendeurs. Les transferts financiers associés constituent à la fois des charges et des revenus pour les opérateurs.

L'Autorité relève trois types de terminaisons d'appel pertinentes dans le cadre de cette analyse. Pour un opérateur fixe, il s'agit d'acheminer des appels vocaux vers ses numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau, on parle alors de « terminaison d'appel (vocal) fixe ». Pour un opérateur mobile, il peut s'agir d'acheminer soit des appels vocaux soit des SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau. On parle alors respectivement de « terminaison d'appel vocal mobile » et de « terminaison d'appel SMS ».

Ces prestations de terminaison d'appel ne sont pas substituables entre elles (voir section 2.2.2), mais possèdent de fortes similitudes. Par commodité, le terme « terminaison d'appel » sera utilisé dans la suite de l'analyse dans les raisonnements valables pour ces trois types de terminaison d'appel. Lorsqu'un raisonnement sera spécifique à un type de terminaison d'appel (terminaison d'appel fixe, mobile ou SMS), ce dernier sera précisé par l'Autorité.

2.1.2 Les opérateurs vendeurs de terminaison d'appel

La prestation de terminaison d'appel concerne les opérateurs disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe ou mobile de leurs utilisateurs finals et l'acheminement des appels ou SMS à leur destination. Il s'agit :

- des opérateurs disposant de boucles locales téléphoniques fixes ou mobiles utilisant des infrastructures en propre pour fournir un accès au service téléphonique fixe ou mobile, couplé à un accès au réseau ;

- des opérateurs louant à des tiers les infrastructures de boucles locales fixes ou mobiles pour fournir un accès au service téléphonique fixe ou mobile, couplé à un accès au réseau ;
- des opérateurs de service disposant de cœurs de réseau et fournissant un accès au service téléphonique pour lequel l'accès au réseau est fourni par des opérateurs tiers.

2.1.3 Les opérateurs acheteurs de terminaison d'appel

Deux grandes catégories d'acheteurs de terminaison d'appel peuvent être distinguées : il s'agit, d'une part, des opérateurs présents sur le marché de détail (opérateurs fixes, opérateurs mobiles) et, d'autre part, des opérateurs présents sur le marché de gros tels que par exemple les opérateurs de transit vers les numéros fixes et mobiles ou les agrégateurs de SMS.

Ces opérateurs peuvent s'interconnecter directement ou indirectement (*via* un opérateur de transit) à l'opérateur de terminaison, et paient donc directement ou indirectement à cet opérateur le prix de la terminaison d'appel.

2.2 Délimitation des marchés pertinents

2.2.1 Introduction

L'exercice de délimitation des marchés pertinents a pour but de définir, en termes de produits et services et en termes géographiques, les marchés susceptibles d'être régulés *ex ante* par une autorité sectorielle. En application des dispositions de la « directive cadre » 2002/21/CE du 7 mars 2002, cet exercice est effectué au regard des principes issus du droit de la concurrence.

a. Chaque marché contient l'ensemble des prestations de la terminaison d'appel considérée d'un opérateur donné vers l'ensemble de ses numéros

Il existe des marchés constitués chacun, d'une part, de la demande de terminaison d'appel de l'opérateur acheteur dont le client veut émettre un appel vocal fixe, vocal mobile ou un SMS, vers l'appelé présent sur le réseau de l'opérateur vendeur, et, d'autre part, de l'offre de l'opérateur vendeur pour terminer cet appel vocal fixe, vocal mobile, ou cet SMS, vers le numéro de l'appelé qu'il a ouvert à l'interconnexion.

L'Autorité considère pertinent de regrouper dans un même marché, respectivement, l'ensemble des prestations de terminaison d'appel vocal fixe, l'ensemble des prestations de terminaison d'appel vocal mobile, et l'ensemble des prestations de terminaison d'appel SMS, fournies à destination des numéros ouverts à l'interconnexion sur le réseau d'un même opérateur. Chacune de ces prestations, bien qu'en elles-mêmes non-substituables, est commercialisée de manière homogène, et peut donc être regroupée au sein du même marché.

- b. *Chaque marché contient l'ensemble des prestations de la terminaison d'appel considérée offertes par un opérateur donné aux différents exploitants de réseau ouverts au public qui lui en font la demande*

L'Autorité estime qu'il est pertinent de regrouper dans un même marché toutes les offres d'interconnexion, actuelles ou futures, de l'opérateur fixe, respectivement mobile, à destination d'exploitants de réseaux ouverts au public. En effet, si ces prestations ne sont pas nécessairement identiques en ce qu'elles peuvent être mises en œuvre selon des modalités techniques différentes, elles sont achetées à une même fin : terminer un appel, ou un SMS, sur le réseau de l'opérateur, et soumises aux mêmes pressions concurrentielles. Quels que soient l'acheteur et la modalité technique de la prestation qu'il achète, cette prestation constitue en effet le goulot d'étranglement structurel pour envoyer un appel, ou un SMS, au client de l'opérateur, celui-ci étant le seul à même de fournir cette prestation.

Chaque marché contient donc l'ensemble des offres d'interconnexion, existantes ou futures, fournies par un opérateur aux différents opérateurs exploitant un réseau ouvert au public demandant à terminer des appels, ou des SMS, vers leurs abonnés.

2.2.1.2 Les déterminants de la délimitation du marché

Il convient d'examiner quelles prestations doivent également être incluses dans chacun de ces marchés. Conformément aux lignes directrices 2002/C 165/03 de la Commission européenne³, cette analyse se fonde notamment sur un examen des caractéristiques du produit et sur la substituabilité du côté de l'offre et du côté de la demande, puis sur la définition géographique des marchés qui résulte notamment de l'examen du territoire principal d'activité commerciale des opérateurs.

L'exercice de délimitation des marchés, présenté ci-dessous, est mené conjointement pour les trois types de terminaison d'appel identifiés dans la section 2.1.1.

2.2.2 Analyse de la substituabilité

L'Autorité ne constate pas d'évolutions dans l'analyse de la substituabilité par rapport à ses analyses de marchés précédentes. Elle rappelle donc ici les principaux éléments de son analyse de la substituabilité et renvoie à ses décisions précédentes pour plus de détails⁴.

³ Lignes directrices 2002/C 165/03 de la Commission du 11 juillet 2002 sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché en application du cadre réglementaire communautaire pour les réseaux et les services de communications électroniques.

⁴ Notamment les décisions n° 2010-0892, n° 2010-1149 et n° 2011-0926 susmentionnées.

2.2.2.1 Analyse de la substituabilité du côté de la demande sur le marché de gros

a. Les terminaisons d'appels fixe, mobile et SMS ne sont pas substituables entre elles

D'une part, les services fournis sont de natures différentes et ne sont pas substituables entre eux (voir section 2.2.2.3), et, d'autre part, les architectures d'interconnexion peuvent différer entre ces prestations. Ceci est en particulier valable pour un opérateur proposant plusieurs types de terminaison d'appel (par exemple l'ensemble des opérateurs mobiles, et les opérateurs intégrés fixe-mobile).

b. Pour chaque type de terminaison d'appel, l'ensemble des prestations d'acheminement selon différents modes techniques sont substituables

Si l'opérateur vendeur de terminaison d'appel propose plusieurs modalités d'interconnexion, l'augmentation durable du tarif associé à une modalité d'interconnexion donnée entraînerait vraisemblablement pour les opérateurs acheteurs l'utilisation d'une autre modalité d'interconnexion de l'opérateur vendeur, la technologie d'acheminement étant transparente pour l'acheteur. Les modalités d'interconnexion d'un même opérateur sont donc substituables entre elles.

c. Les prestations connexes aux prestations de terminaison d'appel sont incluses dans le même marché

L'interconnexion nécessite le recours à différentes prestations connexes⁵ qui ne font sens que dans l'objectif de fournir des prestations de terminaison d'appel, et inversement, ces dernières ne sont pas réalisables sans ces prestations connexes. Par conséquent, chaque marché contient les prestations connexes qui lui sont associées.

d. La terminaison d'appel d'un autre opérateur n'est pas substituable

Lorsqu'un opérateur souhaite terminer un appel ou un SMS vers un numéro ouvert à l'interconnexion sur le réseau d'un opérateur distinct, il ne dispose d'aucune solution de substitution, car seul ce dernier est structurellement capable de terminer l'appel ou le SMS. Ainsi les terminaisons d'appel sur deux réseaux distincts ne sont pas incluses dans le même marché.

e. Les offres couplant terminaison et transit ne font pas partie du marché

Les opérateurs appelants sont *a priori* en mesure de connaître le ou les points pertinents auxquels ils peuvent livrer l'appel ou le SMS pour bénéficier de la prestation (minimale) de terminaison d'appel. Ils peuvent ainsi choisir de s'interconnecter directement en ces points ou solliciter une prestation complémentaire de transit.

⁵ Mode de raccordement au réseau de l'opérateur et tarifs associés (frais d'accès, tarifs annuels, ...), routage des appels vers les numéros portés, ...

Les prestations couplant terminaison d'appel et transit doivent être considérées comme un couplage de deux prestations faisant partie de deux marchés distincts, à savoir la terminaison d'appel et le transit. En effet, la prestation de transit, au contraire de la terminaison d'appel, peut être assurée par un opérateur distinct de l'opérateur de l'appelé. Ainsi, de telles prestations couplées ne font pas partie des marchés analysés.

2.2.2.2 Analyse de la substituabilité du côté de l'offre sur le marché de gros

En cas d'augmentation du prix de la terminaison d'appel par un opérateur donné, un autre opérateur ne serait pas en mesure de fournir un service équivalent, car l'opérateur de terminaison est structurellement le seul à maîtriser l'accès à son client. Il n'y a donc pas de substitution envisageable du côté de l'offre.

2.2.2.3 Analyse de la substituabilité sur les marchés de détail

L'Autorité renvoie à son document : « Bilan et perspectives », en annexe du présent document, pour une présentation des évolutions récentes des marchés de détail de la téléphonie fixe et de la téléphonie mobile.

Une augmentation significative et durable de la charge de terminaison d'appel par un opérateur donné peut entraîner une décision des autres opérateurs de répercuter cette augmentation sur leur prix de détail du service sous-jacent. Il convient ainsi d'examiner le comportement de l'utilisateur final appelant, et notamment la propension à utiliser un autre produit sur le marché de détail.

L'Autorité analyse, d'une part, la substituabilité deux à deux des trois services de détail sous-jacents aux trois types de terminaison d'appel identifiés dans la section 2.1.1 (appel vers un numéro fixe, appel vers un numéro mobile, envoi d'un SMS), et, d'autre part, la substituabilité de ces services de détail par d'autres services susceptibles d'exercer une pression concurrentielle sur ces derniers. Dans ce cadre, l'Autorité retient les trois services suivants :

- substituabilité d'un appel vers un mobile par un appel associé à une application d'appel vocal sur mobile (en VoIP) ;
- substituabilité d'un appel vers un fixe par un appel associé à une application de voix sur IP ;
- substituabilité du SMS par un autre service de messagerie sur mobile.

a. Un appel vers le numéro fixe et un appel vers le numéro mobile du même correspondant ne sont pas mutuellement substituables

Le fait de pouvoir être joint à tout instant, quelle que soit la position de l'appelé, est la pierre angulaire de la téléphonie mobile. L'Autorité considère qu'un appel à destination d'un poste

fixe, qui ne possède pas cette caractéristique, ne peut pas se substituer à un appel vers le mobile du même correspondant.

Réciproquement, l'Autorité constate qu'à l'échelle nationale, le nombre d'accès au service de téléphonie fixe n'a pas véritablement diminué au cours du dernier cycle⁶, malgré la pénétration croissante des services mobiles⁷. De même, dans un contexte où les communications passées en mobilité augmentent, la part des communications mobile-vers-fixe dans le volume total des appels passés depuis les mobiles est restée constante⁸. Ces informations tendent à montrer qu'un foyer ou une entreprise, même lorsque certains de ces membres disposent d'un téléphone mobile, se dispense rarement d'un ou plusieurs accès au service de téléphonie fixe pour recevoir des appels. Les appels vers les fixes ne sont donc pas pleinement substituables par les appels vers les mobiles.

S'il existe une tendance au développement des offres commerciales de convergence fixe-mobile sur le marché de détail, téléphonie fixe et téléphonie mobile constituent bien, au moins à l'horizon de la présente analyse, deux marchés différents⁹.

b. Les appels vocaux et les SMS (ou autres services de messagerie mobile) ne sont pas mutuellement substituables

L'Autorité maintient les raisonnements développés lors des précédentes analyses¹⁰, et conclut qu'il n'y a pas de substituabilité réciproque entre un appel vocal et l'envoi d'un SMS (ou l'usage d'un autre service de messagerie mobile non vocal), notamment parce que, contrairement à la voix, ces services instaurent entre l'appelant et l'appelé une communication écrite en mode différé et discret, qui correspond à un usage différent.

L'Autorité maintient également ses conclusions concernant la non-substituabilité entre un SMS et un message laissé sur une boîte de messagerie vocale.

c. Un appel vers un téléphone mobile n'est pas substituable par un appel du même correspondant vers son identifiant (ou numéro) associé à une application de voix sur IP (VoIP)

Le développement des terminaux, en particulier les *smartphones*, ayant accès au haut-débit mobile ouvre une perspective de substituabilité d'un appel voix du côté de la demande, par

⁶ 35,324 millions de lignes fixes au quatrième trimestre 2012, contre 35,467 millions au quatrième trimestre 2009, soit une diminution de 0,4% en trois ans (observatoire des communications électroniques de l'ARCEP).

⁷ 73,125 millions d'abonnements à la téléphonie mobile au quatrième trimestre 2012, contre 65,029 millions au quatrième trimestre 2009, soit une progression de +19% en trois ans (observatoire des communications électroniques de l'ARCEP).

⁸ 18% fin 2012 et 18% fin 2009.

⁹ L'Autorité renvoie à son document : « Bilan et perspectives » pour une description plus détaillée des offres de convergence fixe-mobile.

¹⁰ L'Autorité renvoie notamment à ses analyses de la section 2.2.3.2 de la décision n° 2010-0892 susmentionnée.

des applications de VoIP sur des réseaux de *peer-to-peer* (poste à poste) permettant de joindre, souvent à coût marginal nul, un correspondant en position mobilité, doté de ces applications et d'un terminal connecté à internet.

A l'horizon de la présente analyse, et même avec le développement commercial de la 4G, l'Autorité considère qu'en raison notamment de la proportion limitée du parc ayant accès à l'internet mobile¹¹ et des contraintes techniques existantes (besoin d'un terminal compatible, absence d'accès à l'internet mobile dans certaines zones, faible qualité de service, absence d'interopérabilité entre les applications) qui pèsent actuellement sur ces solutions, cette substituabilité reste limitée.

d. Un appel vers un téléphone fixe n'est pas substituable par un appel du même correspondant via une application de voix sur IP

Des applications de VoIP sur des réseaux de *peer-to-peer* (poste à poste) permettent également de joindre, souvent à coût marginal nul, un correspondant en position déterminée, doté de ces applications et d'un terminal connecté à internet.

Ces applications se heurtent, par rapport à la téléphonie fixe, à des limitations fonctionnelles (absence d'interopérabilité entre les applications), d'usage (d'être constamment connecté) et d'universalité (besoin d'avoir installé l'application). L'Autorité considère donc qu'elles ne sont pas substituables aux appels vers les numéros fixes.

e. Un SMS n'est pas substituable par un autre service de messagerie mobile

Le succès du SMS a soutenu ces dernières années l'essor de nouveaux services de messagerie, notamment ceux du MMS (*Multimédia Message Service*) et de l'internet mobile qui permettent l'envoi de messages instantanés, d'email mobile ou de contenus multimédia (textes, sons, photos, vidéos, etc.).

Le MMS permet une communication plus élaborée que le SMS, par exemple en offrant la possibilité d'envoyer une image prise par un téléphone disposant d'un appareil photo intégré, mais il est également plus cher que le SMS. Ce service correspond donc à des usages complémentaires. Aussi, un SMS n'est pas véritablement substituable par un MMS.

Parmi les services intégrés aux terminaux multimédia, et notamment les *smartphones*, on peut également citer la possibilité d'utiliser sa messagerie électronique ou de recevoir des messages instantanés *via* des applications sur des réseaux de *peer-to-peer* (poste à poste) permettant de joindre, souvent à coût marginal nul, un correspondant doté de ces applications et d'un terminal connecté à internet (iMessage sur les iPhone d'Apple, Whatsapp sur les terminaux compatibles, etc.).

¹¹ Le part actif multimédia mobile représente 47% du parc total au quatrième trimestre 2012 (observatoire des communications électroniques de l'ARCEP) et constitue un majorant du parc susceptible d'utiliser des applications de voix sur IP depuis mobile.

A l'horizon de la présente analyse, la substitution du SMS par ces nouveaux services de messagerie reste partielle. Ces technologies, qui présentent certains avantages par rapport au SMS, se heurtent comme pour les applications de VoIP sur mobile, à certaines limitations : besoin d'un terminal compatible, de payer un accès supplémentaire à l'internet mobile et de bénéficier d'une couverture et d'un débit suffisants (ou d'avoir accès à un wifi), absence d'interopérabilité entre les différentes applications de messagerie instantanée¹². *A contrario*, tous les terminaux mobiles sont compatibles pour émettre et recevoir des SMS.

Bien que ces limitations soient plus réduites pour les équivalents IP du SMS que pour les équivalents IP de la voix et que les usages associés à ces services de messagerie progressent, et notamment ceux associés aux applications de messagerie instantanée sur mobile (une étude d'Analysys-Mason d'octobre 2012 estime qu'un peu moins de 30% de possesseurs de *smartphone* en France utilisent un service de messagerie alternatif au SMS), l'Autorité estime, qu'à l'horizon de la présente analyse, ces services complètent encore davantage les SMS qu'ils ne les concurrencent frontalement. Ils ne sont en outre pas susceptibles d'exercer une pression concurrentielle suffisante, d'autant que l'Autorité constate une croissance toujours continue des usages SMS malgré la disponibilité de ces nouveaux services de messagerie mobile¹³.

2.2.3 Délimitation géographique des marchés

Conformément aux lignes directrices de la Commission européenne susmentionnées, le périmètre géographique du marché de la terminaison d'appel d'un opérateur dépend de l'étendue du réseau de cet opérateur (fixe ou mobile), entendu comme l'ensemble des zones dans lesquelles il déploie son infrastructure pour un opérateur fixe, ou dans lesquelles il dispose d'autorisation d'utilisation de fréquences mobiles ou d'un accord d'accès signé avec un opérateur utilisant des fréquences mobiles. Cela correspond aux zones du territoire d'analyse dans lesquelles l'opérateur est actif commercialement et fournit son service.

2.3 Liste des marchés délimités

D'après son analyse de la substituabilité sur le marché de gros (sections 2.2.2.1 et 2.2.2.2) et sur le marché de détail (section 2.2.2.3), et sa délimitation géographique des marchés (section 2.2.3), l'Autorité identifie :

- pour chaque opérateur fixe disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe ou mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination, un marché de la terminaison d'appel

¹² Cela signifie que les deux correspondants doivent utiliser la même application, souvent propriétaire

¹³ A l'échelle nationale, les usages SMS ont connu une croissance de 59% entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2012. L'Autorité renvoie au chapitre 2 de son document : « Bilan et perspectives » pour une description plus précise de l'augmentation de ces usages.

vocal fixe sur son réseau individuel comme étant le marché de gros, sur les zones géographiques couvertes par l'analyse, des prestations nécessaires à l'acheminement d'appels vocaux à destination de l'ensemble des numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau, depuis le ou les points d'interconnexion pertinents jusqu'à l'utilisateur final de destination ; les opérateurs concernés sont listés en Annexe A ;

- pour chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe ou mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination, un marché de la terminaison d'appel vocal mobile sur son réseau individuel comme étant le marché de gros, sur les zones géographiques couvertes par l'analyse, des prestations nécessaires à l'acheminement d'appels vocaux à destination de l'ensemble des numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau, depuis le ou les points d'interconnexion pertinents jusqu'à l'utilisateur final de destination ; les opérateurs concernés sont listés en Annexe B ;
- pour chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe ou mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des SMS à leur destination, un marché de la terminaison d'appel SMS sur son réseau individuel comme étant le marché de gros, sur les zones géographiques couvertes par l'analyse, des prestations nécessaires à l'acheminement de SMS à destination de l'ensemble des numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau depuis, le ou les points d'interconnexion pertinents jusqu'à l'utilisateur final de destination ; les opérateurs concernés sont listés en Annexe B.

Comme indiqué précédemment, l'Autorité considère que chacun de ces marchés contient l'ensemble des prestations de la terminaison d'appel considérée, actuelles ou futures, fournies par l'opérateur concerné, quel que soit l'exploitant de réseau ouvert au public auquel cette prestation est fournie et quelle que soit la technologie utilisée pour produire cette prestation.

3 Puissance de marché

3.1 Introduction

Conformément à l'article L. 37-1 du CPCE, l'Autorité établit, pour chacun des marchés délimités dans la section 2.3, la liste des opérateurs réputés exercer une influence significative.

La part de marché apparaît comme un critère essentiel pour conclure à l'influence significative d'un opérateur sur un marché pertinent. Toutefois, conformément au paragraphe 78 des lignes directrices susmentionnées, il convient également d'analyser d'autres critères plus qualitatifs. Au cas d'espèce, l'existence de barrière à l'entrée et l'analyse du contre-pouvoir des acheteurs sur les marchés apparaissent comme des critères indispensables.

Les commentaires émis par les acteurs sur ce chapitre lors de la consultation publique n'ont pas conduit à des modifications.

3.2 Examen des parts de marché et existence de barrières à l'entrée

Comme décrit dans la section 2.2.2.1, lorsqu'un opérateur souhaite terminer un appel ou un SMS vers le client d'un autre opérateur¹⁴, il doit nécessairement utiliser la prestation de terminaison d'appel de cet opérateur, seul à pouvoir acheminer l'appel ou le SMS jusqu'au client sur la partie terminale du réseau. La terminaison d'appel est donc un goulot d'étranglement pour la fourniture des appels sur le marché de détail.

Il en résulte que tout opérateur est en situation de monopole structurel sur les marchés de ses prestations de terminaisons d'appels (fixe, vocal mobile, SMS) et dispose ainsi de 100% de parts de marché sur ces marchés.

De même, il existe de fortes barrières à l'entrée (et à l'expansion) dans la mesure où il est techniquement impossible pour un nouvel entrant de pénétrer un des marchés de la terminaison d'appel (autre que le sien).

L'Autorité rappelle que l'Autorité de la concurrence (alors, Conseil de la concurrence), dans ses avis n° 06-A-05 du 10 mars 2006¹⁵ et n° 07-A-05 du 19 juin 2007¹⁶, a confirmé, du point

¹⁴ Les opérateurs concernés ont été décrits dans la section 2.1.2.

¹⁵ Avis du Conseil de la concurrence n° 06-A-05 du 10 mars 2006 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles.

de vue du droit de la concurrence, le caractère de « facilité essentielle » des prestations de terminaison d'appel.

3.3 Contre-pouvoirs d'acheteur de prestations de terminaison d'appel

L'Autorité ne constate pas d'évolutions dans l'analyse des contre-pouvoirs d'acheteur par rapport à ses analyses de marchés précédentes. Elle rappelle donc ici les principaux éléments de son analyse et renvoie à ses décisions précédentes pour plus de détails¹⁷.

3.3.1 Nature des contrepouvoirs potentiels

Pour un opérateur fixe ou mobile, acheteur¹⁸ de prestation de terminaison d'appel auprès d'un opérateur tiers, l'Autorité distingue trois façons principales d'exercer un éventuel contre-pouvoir d'acheteur pour s'opposer à toute hausse par l'opérateur tiers, voire de contraindre celui-ci à une baisse :

- renoncer, ou menacer de renoncer, à l'achat de terminaison d'appel vocal (fixe ou mobile) ou SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur le réseau de cet opérateur ;
- augmenter, ou menacer d'augmenter, les tarifs de détail des appels ou SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur le réseau de cet opérateur ;
- entraver les négociations avec cet opérateur portant sur d'autres marchés.

3.3.2 Renoncer, ou menacer de renoncer, à l'achat de terminaison d'appel

Cette menace aurait pour conséquence que les clients de l'opérateur acheteur ne seraient plus en mesure de joindre les clients de l'opérateur vendeur. Ceci suppose toutefois que l'acheteur renonce aussi à offrir à ses propres clients l'acheminement du trafic vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur le réseau de cet opérateur, et donc à des revenus de détail associés¹⁹. Il apparaît cependant difficile pour un opérateur acheteur, notamment s'il est de taille réduite sur le marché de détail²⁰, de proposer un nombre réduit de destinations.

¹⁶ Avis du Conseil de la concurrence n° 07-A-05 du 19 juin 2007 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes dans le cadre de la procédure d'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles.

¹⁷ Décisions n° 2010-0892, n° 2010-1149, n° 2011-0926 et n° 2012-0997 susmentionnées. L'Autorité renvoie notamment à la section III.3.2 de sa décision n° 2011-0926 susmentionnée pour une analyse plus détaillée des contre-pouvoirs d'acheteur entre les opérateurs alternatifs et Orange.

¹⁸ Les opérateurs acheteurs ont été définis dans la section 2.1.3.

¹⁹ Principalement si les revenus de détail sont proportionnels au temps de communication.

²⁰ Comme par exemple un opérateur alternatif fixe, un opérateur mobile virtuel.

Si cette démarche peut éventuellement sembler crédible pour un opérateur dominant sur le marché de détail²¹ vis-à-vis d'un opérateur de faible taille, l'Autorité rappelle que tous les opérateurs de réseau ouverts au public ont une obligation de faire droit aux demandes d'interconnexion des autres opérateurs au titre du II de l'article L. 34-8 du CPCE et d'assurer l'accès à tous les numéros attribués dans l'Union européenne au titre de l'article L. 44-2 du CPCE, ce qui supprime cette menace.

3.3.3 Augmenter ou menacer d'augmenter les tarifs de détail

Cette menace permettrait de diminuer le volume de trafic acheminé vers les numéros de l'opérateur vendeur, et donc à baisser les revenus de terminaison d'appel de ce dernier, ou à le faire paraître sur le marché de détail comme un réseau sur lequel il est cher d'être appelé, ce qui pourrait en théorie dissuader les utilisateurs finaux de souscrire aux services de cet opérateur ou inciter ceux qui y ont déjà souscrit à changer d'opérateur.

Pour cela, le client doit être sensible au tarif de détail et conscient du réseau sur lequel il appelle, ce qui n'est pas vérifié en pratique. Les clients n'étant pas sensibles aux appels entrants mais aux appels sortants, cette stratégie pénaliserait, *in fine*, l'opérateur de départ, qui aurait mis en place une différenciation tarifaire en fonction de l'opérateur appelé, car elle induit un problème de lisibilité des tarifs de communication au détail et réduit son attractivité commerciale. De plus, une modification des tarifs peut constituer une modification de contrat qui rend possible la résiliation sans frais en vertu de l'article L. 121-84 du code de la consommation, ce qui pourrait précipiter des départs de clients.

Pour un petit opérateur, cette menace ne serait pas crédible, si ses clients ne peuvent pas communiquer avec ceux des autres opérateurs.

3.3.4 Entraver les négociations sur d'autres marchés

Dans le cas particulier de la relation entre un opérateur de réseau mobile hôte et un *full-MVNO*, si ce dernier augmentait unilatéralement ses tarifs de terminaisons d'appels, l'opérateur hôte pourrait augmenter à son tour le tarif de sa prestation de gros pour les appels entrants facturés à son *full-MVNO*.

Cette menace ne constitue qu'un contre-pouvoir théorique, dans la mesure où les contrats signés entre les *full-MVNO* et leurs opérateurs hôtes engagent les deux parties sur une période relativement longue et limitent considérablement la capacité des opérateurs hôtes à pouvoir augmenter leurs tarifs de gros sur la période considérée. De plus, comme l'avait précisé l'Autorité de la concurrence dans son avis n° 11-A-19²², « le *full MVNO* peut modifier à

²¹ Comme par exemple Orange sur le marché de détail.

²² Avis de l'Autorité de la concurrence n° 11-A-19 du 9 décembre 2011 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du

distance les paramètres des cartes SIM de ses clients et ainsi basculer l'hébergement de l'ensemble ou d'une partie de ses clients d'un opérateur hôte à l'autre. Cette capacité d'arbitrage peut offrir au MVNO un réel pouvoir de négociation sur les prix de gros amont facturés par les opérateurs hôtes à travers la menace d'un basculement des clients. Cette menace devient crédible à partir du moment où, d'une part, l'opérateur virtuel a signé au moins deux accords full MVNO avec deux opérateurs de réseaux hôtes différents disposant d'une qualité de service similaire et, d'autre part, où il n'existe aucune rigidité d'ordre technique (basculement de la base de clients) ou contractuel (non exclusivité des contrats) permettant à l'opérateur mobile virtuel de basculer ses clients d'un opérateur hôte à un autre. Ces conditions ne sont pas remplies à ce jour mais pourraient l'être dans un proche avenir. »

Les opérateurs hôtes ne disposent donc pas de réels contre-pouvoirs d'acheteur vis-à-vis de la terminaison d'appel des *full-MVNO* qu'ils hébergent.

3.4 Contre-pouvoirs exercés indirectement *via* les clients finals

3.4.1 Contre-pouvoir exercé par les clients de l'opérateur appelant

Un acheteur de terminaison d'appel pourrait théoriquement bénéficier d'un contre-pouvoir indirect *via* ses clients, si ceux-ci renoncent à appeler l'opérateur pratiquant une terminaison d'appel élevée. Cette possibilité est très limitée, très aléatoire et dépend de nombreux facteurs. Elle ne saurait donc constituer un contre-pouvoir d'acheteur crédible à une hausse de terminaison d'appel.

3.4.2 Contre-pouvoir exercé par les clients de l'opérateur de destination

Dans la majorité des cas, le client appelé choisit son opérateur fixe ou mobile en fonction de critères qui l'affectent directement, tels que le prix des communications sortantes ou le prix du terminal. Les appels entrants, qui sont gratuits²³ pour le client final, ne constituent pas un critère de choix de l'opérateur. Le client final ignore généralement l'existence de la prestation de terminaison d'appel ainsi que son tarif.

Ainsi le client de l'opérateur de destination ne présente pas de comportement susceptible d'emporter un contre-pouvoir indirect des acheteurs de terminaison d'appel.

code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile de Free Mobile, Lyca Mobile et Oméa Télécom.

²³ Modèle économique du *calling network party pays*, à l'exception du seul cas, pour le mobile, où le client est en situation d'itinérance internationale.

3.5 Conclusion sur la puissance de marché

L'Autorité considère qu'en l'absence de régulation de la charge de terminaison d'appel, chaque opérateur peut agir indépendamment des autres acheteurs sur le marché de sa terminaison d'appel.

Comme lors des précédentes analyses de marché, l'Autorité conclut donc que chacun des opérateurs fixes actifs commercialement et visés par l'Annexe A exerce une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel vocal fixe vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

De même, l'Autorité conclut que chacun des opérateurs mobiles actifs commercialement et visé par l'Annexe B exerce une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel vocal mobile et le marché de la terminaison d'appel SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

L'Autorité de la concurrence, dans ses avis n° 04-A-17²⁴, 06-A-05²⁵, 07-A-01²⁶, 08-A-11²⁷, 10-A-12²⁸ et 11-A19²⁹, a souligné de manière constante l'absence manifeste de contre-pouvoir effectif sur les marchés de la terminaison d'appel.

Compte tenu de la position structurellement monopolistique de chaque opérateur sur le marché de la terminaison d'appel vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau, l'Autorité considère que les éléments exposés ci-dessus sont peu susceptibles d'évoluer au cours des trois prochaines années.

²⁴ Avis du Conseil de la concurrence n° 04-A-17 du 14 octobre 2004 relatif à une demande d'avis présentée par l'Autorité de régulation des télécommunications en application de l'article L. 37-1 du code des postes et des communications électroniques.

²⁵ Avis du Conseil de la concurrence n° 06-A-05 du 10 mars 2006 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles.

²⁶ Avis du Conseil de la concurrence n° 07-A-01 du 1^{er} février 2007 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes portant sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles des sociétés Outremer Telecom et St Martin & St Barthélemy Tel Cell dans la zone Antilles Guyane.

²⁷ Avis du conseil de la concurrence n° 08-A-11 du 18 juin 2008 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du Code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés de détail et de gros de la téléphonie fixe.

²⁸ Avis de l'Autorité de la concurrence n° 10-A-12 du 9 juin 2010 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L.37-1 du code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles.

²⁹ Avis de l'Autorité de la concurrence n° 11-A-19 du 9 décembre 2011 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile de Free Mobile, Lyca Mobile et Oméa Télécom.

En outre, l'Autorité considère que ses conclusions sur la puissance de marché demeurent valables pour le cas d'un opérateur nouvel entrant fournissant un service de téléphonie fixe ou mobile sur au moins l'une des zones géographiques précédemment visées, ainsi que les prestations de gros qui en découlent de terminaison d'appel (vocal ou SMS) vers les clients de ces offres.

4 Problèmes concurrentiels rencontrés et pertinence des marchés pour une régulation *ex ante*

L'article L. 37-1 du CPCE dispose que l'Autorité doit définir les marchés pertinents pour l'application d'une régulation *ex ante* « *au regard notamment des obstacles au développement d'une concurrence effective* ». Ainsi, pour estimer la pertinence d'un marché au regard de la régulation sectorielle, il convient de mener une analyse concurrentielle de ce marché, ce qui est réalisé dans la section 4.1.

De plus, l'Autorité vérifie, dans la section 4.2, que, pour chacun des marchés de la terminaison d'appel, sont remplis les trois critères préconisés par la recommandation « marchés pertinents » du 17 décembre 2007³⁰ pour conclure à la pertinence d'un marché :

- la présence de barrières à l'entrée élevées et non provisoires ;
- l'absence d'évolution vers une situation de concurrence effective ;
- l'efficacité insuffisante du droit de la concurrence.

Les commentaires émis par les acteurs sur ce chapitre lors de la consultation publique ont conduit à des amendements du projet d'analyse des marchés, notamment sur l'utilité d'envisager à moyen terme une évolution du cadre réglementaire (voir *supra* partie 1.2.2) ainsi que sur la potentielle pertinence du marché de la terminaison d'appel MMS pour une régulation *ex ante*.

4.1 Problèmes concurrentiels rencontrés et conséquences sur les marchés de détail sous-jacents

4.1.1 Absence structurelle de pression concurrentielle sur le prix de terminaison d'appel conduisant, en l'absence de régulation, à la fixation de tarifs de terminaison d'appel naturellement élevés

Toutes choses égales par ailleurs sur la terminaison d'appel pour son trafic sortant (*off-net*), l'objectif de chaque opérateur pris isolément est d'imposer un tarif de terminaison d'appel élevé pour son trafic entrant, de façon à augmenter ses revenus d'interconnexion, tout en payant une charge de terminaison d'appel basse pour son trafic sortant (*off-net*), afin de

³⁰ Recommandation 2007/879/CE de la Commission européenne du 17 décembre 2007 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (recommandation « *marchés pertinents* »).

minimiser ses charges d'interconnexion, voire de déséquilibrer les soldes financiers d'interconnexion entre opérateurs pris deux à deux. Dans ce dernier cas, l'opérateur tire ainsi des revenus auprès de ses concurrents sur le marché de gros qui lui permettent de pratiquer, par exemple, des tarifs de détail moins élevés que ceux de ses concurrents.

Dans un marché dynamique, si un opérateur augmente unilatéralement son tarif d'interconnexion, les autres opérateurs, qui n'ont aucun moyen d'empêcher cette hausse³¹, auront intérêt à répliquer immédiatement en procédant à une hausse du même ordre de manière à équilibrer globalement les flux financiers d'interconnexion entrants et sortants. Inversement, si un opérateur décide de diminuer unilatéralement sa charge d'interconnexion, les autres opérateurs n'ont aucun intérêt ou incitation à diminuer la leur, dans la mesure où leurs coûts d'interconnexion diminuent sans que leurs revenus ne soient affectés. Dans ces conditions, un opérateur, qui ne serait pas soumis à une régulation *ex ante* et qui souhaiterait augmenter son tarif d'interconnexion, pourrait le fixer à un niveau arbitrairement élevé, sans que ce mouvement n'entraîne d'autre mouvement qu'une hausse des tarifs de terminaison d'appel des autres opérateurs.

L'Autorité estime donc qu'en l'absence de régulation, les opérateurs seront incités à faire évoluer à la hausse leurs tarifs de terminaison d'appel afin d'augmenter leur revenu sur le marché de gros. Ce phénomène conduirait à la fixation de tarifs éloignés des « niveaux concurrentiels », qui seraient atteints si les marchés de ces prestations étaient soumis à une concurrence effective.

4.1.2 Conséquences sur les marchés de détail sous-jacents

4.1.2.1 Transferts financiers entre opérateurs dès lors que les trafics ne sont pas équilibrés

Les opérateurs (fixes ou mobiles) ont des parcs de clients ayant des caractéristiques différentes en termes de préférences et de profils de consommation. L'Autorité relève ainsi que les trafics vocaux entrant et sortant entre les opérateurs pris deux à deux³² ne s'équilibrent généralement pas, alors qu'ils devraient naturellement s'équilibrer si les parcs étaient homogènes. Ainsi, même en présence de tarifs de terminaison d'appel vocal symétriques entre opérateurs, ces déséquilibres de trafic engendrent, dès lors que les tarifs de terminaison d'appel sont supérieurs aux coûts, une perte nette induite pour un opérateur achetant davantage de terminaison qu'il n'en vend.

Dans le cas des communications SMS, l'Autorité constate que les déséquilibres entre les opérateurs mobiles français restent réduits en comparaison de ce qui concerne les appels

³¹ L'Autorité renvoie à l'analyse du contre-pouvoir d'acheteur de la section 3.3.

³² Respectivement le trafic vocal entre opérateurs fixes pris deux à deux et entre opérateurs mobiles pris deux à deux.

vocaux. Ce phénomène serait lié au comportement des consommateurs consistant à renvoyer un SMS de réponse à tout SMS reçu.

Cependant, un opérateur appréhende très souvent offre de détail par offre de détail les flux d'interconnexion résultant des trafics entrant et sortant. L'équilibre des flux d'interconnexion SMS en volume apparaît conditionné au fait que ces opérateurs disposent concomitamment d'offres similaires. Or, rien ne garantit de constater cet équilibre en flux offre par offre, dans la mesure où peuvent apparaître des comportements différenciés selon l'offre ou le segment de consommateur.

Les opérateurs sont de fait sensibles aux niveaux de charges de terminaison d'appel par rapport aux coûts sous-jacents et aux risques concurrentiels s'y attachant en cas de dérive.

4.1.2.2 Limitation de l'intensité concurrentielle par un effet de pénalisation des opérateurs proposant des offres plus généreuses

Afin d'éviter un tel transfert financier, les opérateurs sont incités à ne pas commercialiser d'offres susceptibles de créer un solde négatif d'interconnexion avec leurs concurrents. Ceci implique une liberté commerciale contrainte, dans la mesure où les opérateurs doivent lancer des offres générant un comportement de client strictement équivalent à celui de leurs concurrents. Au regard de cette interdépendance, la persistance de charges de terminaison à un niveau supérieur aux coûts fait obstacle au plein exercice de la concurrence sur les marchés de détail en métropole et outre-mer.

Un tel écart peut donc avoir des effets incitatifs inefficaces sur le marché, quand bien même les flux de trafic entre les opérateurs seraient globalement équilibrés, de nature à créer une distorsion de concurrence envers un opérateur souhaitant, par exemple, lancer des offres innovantes, créant un usage de volume sortant supérieur à celui de ses concurrents pour lequel il sera amené à payer plus de charges de terminaison d'appel qu'il ne recevra de revenu.

4.1.2.3 Effet aggravé en présence d'offres à effet de réseau

Lorsque les charges de terminaison d'appel sont élevées, ce phénomène de transfert financier est aggravé en présence d'offres à effet de réseaux³³ (offre dites *on-net*), reposant sur l'écart entre le niveau des coûts et le tarif de terminaison d'appel, et générant des « effets de club » au bénéfice des seuls opérateurs ayant les plus grandes parts de marché, et produisant par conséquent une distorsion de concurrence entre opérateurs sur le marché de détail. L'Autorité renvoie notamment à la section IV.2.2 de sa décision n° 2010-1149 susmentionnée pour une description plus détaillée de ces pratiques.

³³ Ces offres concernent principalement la téléphonie mobile, tant pour les communications vocales que pour les SMS

La commercialisation d'offres *on-net* a aujourd'hui disparu en métropole mais persiste sur les marchés mobiles ultramarins. L'Autorité invite les acteurs à se référer au document : « Bilan et perspectives » pour un état des lieux de ces offres.

4.1.2.4 Transferts financiers indus entre opérateurs dès lors que les tarifs ne sont pas symétriques

Un opérateur qui parviendrait à fixer durablement des tarifs de terminaison d'appel supérieurs à ceux de ses concurrents, sans que cela ne soit justifié, serait favorisé sur le long terme par rapport à ses concurrents.

En effet, il percevrait, auprès d'eux et à leur détriment, des revenus d'interconnexion plus importants que ceux qu'il aurait perçus avec un tarif symétrique et grâce auxquels il peut, par exemple, pratiquer des prix plus faibles au détail lui permettant ainsi de conquérir des clients. Une asymétrie de tarifs d'un des opérateurs en place est ainsi de nature à créer des transferts financiers qui risquent de se traduire par une distorsion concurrentielle. Cette distorsion, bien que limitée si l'opérateur est de petite taille, augmente à mesure que la part de marché de l'opérateur augmente : en effet, les concurrents seront à terme contraints de renchérir le prix de leur communication au détail vers l'opérateur tiers pour recouvrer les coûts liés à une terminaison d'appel plus élevée.

4.1.2.5 Transferts financiers indus des opérateurs fixes vers les opérateurs mobiles

En raison d'une structure de coûts sous-jacente différente, les tarifs de terminaison d'appel mobile sont légitimement significativement plus élevés que les tarifs de terminaison d'appel fixe. Cependant, le maintien de tarifs de terminaison d'appel mobile artificiellement encore plus élevés entraîne des transferts financiers indus des opérateurs fixes vers les opérateurs mobiles, au détriment des opérateurs fixes (et donc de la disponibilité à payer des clients fixes de détail)³⁴.

4.1.2.6 Distorsion de concurrence entre opérateurs fixes et opérateurs mobiles

Dans un contexte de forfaitisation des communications fixe-vers-mobile, notamment initiée grâce aux baisses des tarifs de terminaison d'appel mobile³⁵, l'existence d'un acteur mobile non-régulé, pratiquant des tarifs de terminaison vocal plus élevés que ses concurrents, serait de nature à fragiliser ce développement. En effet, des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile élevés jouent en faveur de tarifs de détail élevés pour les communications fixe-vers-mobile (en comparaison avec les communications fixe-vers-fixe).

³⁴ A l'échelle nationale, les volumes de communications vocales mobile-vers-fixe et fixe-vers-mobile sont globalement équilibrés sur la période 2011-2012 (rapport de 0,98 ; observatoire de l'ARCEP).

³⁵ Et notamment pour les communications fixe-vers-mobile en abondance. L'Autorité renvoie notamment au chapitre 3 de son document : « Bilan et perspectives ».

Un transfert de marge entre opérateurs fixes et opérateurs mobiles biaise le jeu concurrentiel sur le segment de marché des communications en position déterminée, et est de nature à créer des distorsions d'usages consistant pour les utilisateurs finals à utiliser leurs mobiles en position déterminée du fait de tarifs de détail fixe-vers-mobile élevés, auxquels contribue la terminaison d'appel.

4.1.2.7 Transferts financiers indus des opérateurs régulés vers des opérateurs non régulés

Un opérateur non-régulé sur le marché de sa terminaison d'appel, dans un contexte où tous ses concurrents le sont, peut fixer des tarifs de terminaison d'appel supérieurs aux leurs, sans que cela ne soit justifié. Il peut ainsi bénéficier de transferts financiers indus liés à des tarifs asymétriques, tels que décrits à la section 4.1.2.4

L'absence de régulation d'un des opérateurs en place est ainsi de nature à créer une distorsion concurrentielle.

4.1.3 Bilan de la régulation passée et évolution constatée des marchés de détail

L'Autorité renvoie à son document : « Bilan et perspectives » en annexe du présent document.

4.1.4 Conclusion : l'existence d'obstacles au développement d'une concurrence effective

L'Autorité considère que l'ensemble des problèmes concurrentiels précédemment décrits constituent des obstacles à une concurrence effective sur les marchés de gros de terminaisons d'appels et les marchés de détail sous-jacents.

4.2 Critères de pertinence des marchés de terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS pour une régulation sectorielle

Conformément à la recommandation « marchés pertinents » susmentionnée, l'Autorité examine les trois critères préconisés pour vérifier la pertinence des marchés pour une régulation sectorielle : existence de barrières à l'entrée, absence d'évolution vers une situation de concurrence effective, efficacité insuffisante du droit de la concurrence.

4.2.1 Existence de barrières à l'entrée ou d'entraves au développement de la concurrence

Comme précisé dans la section 2.2.2, les prestations de terminaison sont incontournables : structurellement, seul l'opérateur peut fournir les prestations de terminaison d'appel vers ses clients, et l'achat des prestations de terminaison d'appel est nécessaire aux autres opérateurs pour garantir à leurs utilisateurs la possibilité de joindre les clients du premier opérateur.

Il existe donc une barrière structurelle à l'entrée, ce qui valide le premier critère, en conformité avec les considérants (5), (6), (8), (9) et (10) de la recommandation « marchés pertinents » susmentionnée.

4.2.2 Absence d'évolution possible vers une situation de concurrence effective

La barrière technique et structurelle évoquée ci-dessus n'est pas susceptible d'évoluer : le monopole structurel de chaque opérateur sur sa terminaison d'appel perdurera.

Comme cela a été développé dans la section 4.1, les conditions économiques prévalant sur les marchés de gros de terminaison d'appel influent directement sur les conditions d'exercice de la concurrence entre les opérateurs sur le marché de détail. De même, comme cela a été développé dans la section 2.2.2.3, l'Autorité n'identifie pas, sur le marché de détail, de produits substituables aux appels vocaux (depuis les fixes ou les mobiles) ou aux SMS, capables d'exercer une pression concurrentielle sur ce marché à l'horizon de la présente analyse de marché.

Ainsi, en dehors de toute action du régulateur, il n'existe intrinsèquement pas ou peu d'incitation économique pour les opérateurs à fixer leurs charges de terminaison d'appel à des niveaux « concurrentiels »³⁶.

Aussi, et en lien avec le considérant (12) de la recommandation « marchés pertinents » susvisée, il n'existe pas, à l'horizon de la présente analyse de marché, d'évolution possible vers une situation de concurrence effective.

4.2.3 Efficacité relative du droit de la concurrence et utilité d'une régulation *ex ante* complémentaire

La terminaison d'appel constitue un goulot d'étranglement, passage obligé pour tout opérateur tiers souhaitant acheminer du trafic à destination des clients de l'opérateur concerné.

Au regard des délais d'instruction et du niveau d'information et d'expertise requis en la matière, il semble peu concevable que le droit de la concurrence *ex post* puisse remédier, seul, de manière pertinente, aux problèmes concurrentiels et économiques pouvant survenir sur les marchés de la terminaison d'appel ainsi que sur les marchés connexes qui en découlent.

A l'inverse, la régulation *ex ante* dispose d'outils adaptés tels que le contrôle tarifaire ou la mise en place et le suivi d'obligations de séparation comptable. La définition comme la mise en œuvre des obligations techniques et tarifaires nécessitent en effet une connaissance approfondie des pratiques techniques et des comptabilités réglementaires, une cohérence avec les mesures imposées entre les différentes terminaisons d'appel, ainsi qu'un travail récurrent de traitement, de suivi et d'évolution du dispositif.

Comme indiqué par le considérant (13) de la recommandation « marchés pertinents », l'Autorité conclut que le seul droit de la concurrence peut, sur ce plan, apparaître insuffisant pour remédier aux problèmes de concurrence existants sur ces marchés.

³⁶ C'est-à-dire à des niveaux qui pourraient être constatés si ces prestations étaient soumises à une concurrence effective.

4.2.4 Conclusion sur le test des trois critères

Il apparaît donc que les trois critères définis par la recommandation « marchés pertinents » susmentionnés sont bien remplis pour les différents marchés de terminaison d'appel considérés ici, soit respectivement les marchés de terminaison d'appel vocal fixe, de terminaison d'appel vocal mobile et de terminaison d'appel SMS.

4.3 Conclusion sur la pertinence des marchés pour une régulation *ex ante*

Les obstacles au développement d'une concurrence effective relevés dans la section 4.1 et les trois critères vérifiés à la section 4.2 justifient que l'Autorité considère comme pertinents pour une régulation *ex ante*, au sens de l'article L. 37-1 du CPCE, les marchés de gros de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS définis précédemment.

Ces conclusions sont conformes à la recommandation « marchés pertinents » susmentionnée qui intègre les marchés de la terminaison d'appel vocal fixe et de la terminaison d'appel vocal dans la liste des marchés de communication électroniques pertinents pour une régulation *ex ante*.

De plus, les conclusions concernant la pertinence des marchés de la terminaison d'appel SMS sont cohérentes avec la note explicative accompagnant la recommandation « marchés pertinents »³⁷ qui indique que « *le marché identifié dans cette Recommandation est identique à celui identifié dans la Recommandation initiale, i.e. la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles individuels. Dans la mesure où l'échange et la terminaison de SMS sont considérés comme conduisant à des problèmes concurrentiels similaires, il est loisible aux ARN d'envisager de définir et de notifier un marché séparé supplémentaire pour les SMS* » (traduction de courtoisie).

Comme pour ses précédents cycles d'analyse, l'Autorité précise que l'entrée d'un nouvel acteur sur le marché de détail de la téléphonie fixe ou mobile n'est *a priori* pas de nature à modifier les raisonnements relatifs à la pertinence pour une régulation sectorielle de ces marchés de gros de terminaison d'appel.

³⁷ Explanatory Note Accompanying document to the Commission Recommendation on Relevant Product and Service Markets within the electronic communications sector susceptible to *ex ante* regulation in accordance with Directive 2002/21/EC of the European Parliament and of the Council on a common regulatory framework for electronic communications networks and services (Second edition) {(C(2007) 5406)}; p. 44 : « *The market identified in this Recommendation is the same as the one identified in the initial Recommendation, i.e. voice call termination on individual mobile networks. To the extent that the exchange and termination of SMS are considered to result in similar market power problems, it is open to NRAs to consider defining and notifying an additional separate market for SMS.* »

4.4 Sur la pertinence du marché de la terminaison d'appel MMS pour une régulation *ex ante*

Les messages MMS (*Multimedia Messaging Service*, service de messagerie multimédia pour la téléphonie mobile) donnent lieu à la facturation par les opérateurs de téléphonie mobile d'une terminaison d'appel MMS, dont les propriétés sont similaires à celles développées précédemment pour les terminaisons d'appel considérées. Les conclusions précédentes sur la délimitation du marché, sur la puissance des opérateurs et sur la pertinence pour une régulation *ex ante* pourraient être ainsi susceptibles de s'appliquer à la terminaison d'appel MMS.

Dans son projet d'analyse des marchés de la terminaison d'appel mis en consultation publique du 28 mai au 28 juin 2013, et eu égard notamment aux sollicitations de certains opérateurs, l'Autorité a ainsi interrogé les acteurs sur la pertinence du marché de la terminaison d'appel MMS pour une régulation *ex ante*.

Selon les opérateurs mobiles historiques, la faiblesse des volumes de MMS observés sur le marché national et les faibles asymétries du trafic échangé entre opérateurs limitent les déséquilibres financiers relatifs à la terminaison d'appel MMS. Sur le marché de détail, ils notent que les MMS en abondance sont désormais intégrés dans une grande partie des forfaits mobiles. Enfin, il existe selon eux une substituabilité sur le marché de détail entre les MMS et les services de messagerie instantanée s'appuyant sur un accès à l'internet mobile.

A contrario, les opérateurs mobiles entrés récemment sur le marché pointent des niveaux élevés de tarifs de terminaison d'appel MMS, bien supérieurs aux coûts encourus. Ils estiment que ces tarifs rendent risquée pour eux l'inclusion des MMS en abondance dans leurs offres de bas de marché, dans la mesure où toute asymétrie éventuelle fait alors peser sur eux un risque financier significatif à l'échelle de l'économie de ces offres.

L'Autorité sollicite donc l'avis de l'Autorité de la concurrence quant à la puissance des opérateurs mobiles sur ce marché et sa pertinence pour une régulation *ex ante*. L'Autorité entend, dans le même temps, recueillir des éléments plus détaillés sur les tarifs pratiqués et leur évolution.

5 Obligations non-tarifaires

5.1 Introduction aux remèdes disponibles

L'Autorité impose aux opérateurs identifiés comme exerçant une influence significative les obligations spécifiques appropriées, conformément aux articles L. 38 et L. 38-1 du CPCE. Ces obligations doivent être imposées en tenant compte de la nature des obstacles au développement d'une concurrence effective et être proportionnées à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 32-1 du CPCE.

Conformément à l'article L. 38-1, l'Autorité privilégie une régulation *via* les marchés de gros, dont les principaux remèdes prévus par le CPCE sont les suivants :

- l'accès à des ressources de réseau spécifiques et à leur utilisation ;
- la transparence, notamment par l'établissement d'une offre de référence ;
- la non-discrimination ;
- la mise en place d'un système de comptabilisation des coûts ;
- la mise en place d'une séparation comptable ;
- le contrôle des prix.

S'agissant de la terminaison d'appel, eu égard à son caractère de facilité essentielle, de son mode de commercialisation par un acteur structurellement en monopole et dans la continuité de la régulation de ces marchés actuellement en vigueur, l'Autorité estime justifié, raisonnable et proportionné de maintenir ou prolonger les obligations existantes, comme développé ci-après.

L'Autorité précise enfin que l'entrée d'un nouvel opérateur sur le marché de détail de la téléphonie fixe ou mobile n'est *a priori* pas de nature à modifier les raisonnements relatifs aux obligations non-tarifaires visés par la présente analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel, et donc que ses conclusions demeurent valables pour les opérateurs nouveaux entrants.

Les commentaires émis par les acteurs sur ce chapitre lors de la consultation publique ont conduit à quelques amendements du projet d'analyse des marchés, notamment sur la fourniture par Orange d'une offre d'interconnexion fixe en mode IP pour les appels à destination de l'ensemble de ses numéros, sur les délais de préavis dans le cadre de l'obligation de transparence et sur les obligations comptables pour les opérateurs ultramarins.

5.2 Obligation d'accès

5.2.1 Obligations générales d'accès

L'Autorité rappelle qu'au titre du II de l'article L. 34-8 du CPCE, l'ensemble des opérateurs de réseaux ouverts au public sont soumis à une obligation générale de faire droit aux demandes d'interconnexion des autres exploitants de réseaux ouverts au public.

De plus, en vertu du 3° du I de l'article L. 38 du CPCE, l'Autorité peut imposer des obligations d'accès à un opérateur exerçant une influence significative sur un marché considéré.

Afin de permettre l'interopérabilité des services et des investissements efficaces au titre de l'interconnexion ou de l'accès, et compte-tenu de la position monopolistique de chaque opérateur sur les marchés de ses terminaisons d'appels, l'Autorité estime nécessaire de continuer à imposer à chaque opérateur exerçant une influence significative visé dans la section 3.5, l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès aux fins de terminer du trafic à destination des numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau, conformément au 1° de l'article D. 310 du CPCE.

Il apparaît également nécessaire et proportionné, au regard notamment de l'objectif de développement efficace de l'investissement dans les infrastructures et de compétitivité du secteur mentionné au 3° du l'article L. 32-1 du CPCE, que les opérateurs présentent, de façon claire et détaillée, les conditions techniques et tarifaires de fourniture des prestations qu'ils offrent, et qu'ils ne subordonnent pas l'octroi d'une prestation à une autre, afin de ne pas conduire les autres opérateurs à payer des prestations qui ne seraient pas nécessaires.

L'Autorité souligne notamment que les choix d'architecture d'interconnexion des opérateurs génèrent des externalités pour les autres opérateurs. En effet, les autres opérateurs sont amenés à investir en fonction de ces choix, notamment pour raccorder un maximum de points d'interconnexion pertinents³⁸ et dimensionner leur propre réseau de façon à gérer la répartition de charge aux interfaces. Par conséquent, l'Autorité étudie attentivement le caractère raisonnable des choix d'architecture d'interconnexion effectués par les différents opérateurs : notamment le nombre et la localisation des points d'interconnexion pertinents au sein du territoire concerné. Il apparaît également nécessaire que les opérateurs proposent des points d'interconnexion avec les réseaux tiers dans chacune des zones géographiques dans lesquelles ils sont actifs commercialement et fournissent leur service.

³⁸ Rappel : pour la livraison (ou la collecte) du trafic à destination (ou depuis) d'un numéro donné (attribué à un utilisateur final donné), le ou les points d'interconnexion pertinents sont ceux où les autres opérateurs doivent se raccorder pour bénéficier des prestations et des tarifs régulés d'interconnexion (départ d'appel et terminaison d'appel).

En outre, l'Autorité estime nécessaire que les opérateurs négocient de bonne foi avec les opérateurs qui demandent une prestation d'accès à leur réseau, conformément au 2° de l'article D. 310 du CPCE., afin notamment de minimiser les cas de litige et de ne pas profiter de leur influence significative pour durcir les négociations.

Compte tenu des investissements déjà consentis par les opérateurs tiers pour s'interconnecter, il est également proportionné d'imposer à chaque opérateur exerçant une influence significative de ne pas retirer les accès déjà accordés, hors accord préalable de l'Autorité ou des opérateurs concernés, conformément au 3° de l'article D. 310 du CPCE.

Enfin, comme cela est prévu par le 3° du I de l'article L. 38, ces obligations s'appliquent également aux demandes raisonnables de fourniture de prestations connexes, permettant le raccordement physique et logique au réseau de l'opérateur et nécessaires à l'achat de terminaison d'appel.

L'ensemble des obligations précitées sont conformes aux critères fixés par le IV de l'article L. 38, et en particulier les a), b) et d) en ce que les prestations qu'elles visent sont aujourd'hui fournies par les opérateurs et rendent possible le développement de la concurrence. Tout refus de l'opérateur exerçant une influence significative devra être dûment motivé.

Compte tenu de l'impossibilité pour un opérateur souhaitant terminer un appel vers un numéro ouvert à l'interconnexion sur un autre réseau de déployer ses propres infrastructures, ces obligations d'accès sont justifiées et proportionnées, notamment au regard de l'objectif fixé au II de l'article L. 32-1 du CPCE visant à définir des « *conditions d'accès aux réseaux ouverts au public et d'interconnexion de ces réseaux qui garantissent la possibilité pour tous les utilisateurs de communiquer librement et l'égalité des conditions de la concurrence* ».

5.2.2 Implication des obligations générales d'accès pour le réseau fixe d'Orange

Le réseau fixe d'Orange présente des spécificités – notamment la cohabitation de deux réseaux distincts (RTC et NGN), la capillarité et la structure hiérarchique de son réseau RTC – qui lui confèrent un niveau de complexité supérieur à ceux des autres opérateurs (ou de celui de son réseau mobile). Il apparaît donc nécessaire à l'Autorité de préciser, s'agissant du réseau fixe d'Orange, les implications des obligations générales d'accès précitées.

D'une manière générale, conformément aux dispositions du IV de l'article L. 38 du CPCE, le caractère raisonnable d'une demande d'accès formulée par un opérateur est apprécié au regard de la proportionnalité entre les contraintes économiques et techniques d'une telle demande, d'une part, et le bénéfice attendu pour la résolution d'un problème concurrentiel particulier ou plus généralement, pour le fonctionnement du marché de la terminaison d'appel fixe, d'autre part.

Orange doit tout d'abord continuer à fournir les prestations d'accès actuellement offertes de terminaison d'appel basées sur des protocoles de type « *signalisation par canal sémaphore CCITT n° 7* » (dit SS7). Ce protocole reste, en effet, largement majoritaire aujourd'hui, bien que l'interconnexion en mode IP natif ait commencé à se développer au cours du cycle précédent d'analyse de marché (2011-2013).

Dans un environnement technologique en évolution rapide, il est par ailleurs nécessaire qu'Orange fasse droit aux demandes raisonnables d'accès des opérateurs tiers relatives à l'évolution de son architecture d'interconnexion, afin de ne pas fausser le jeu concurrentiel.

L'interconnexion au niveau des PRN d'Orange – en mode IP natif (protocole SIP) – est entrée en vigueur début 2013, pour les appels à destination de ses numéros correspondants à des accès VLB, en un nombre très réduit de points (au maximum 5 points redondés, par sécurisation, à concurrence d'un nouveau point par tranche d'1 Gbit/s de capacité installée). De même, le nombre de points d'interconnexion pertinents pour la terminaison d'appel fixe établis par les opérateurs alternatifs est de l'ordre de quelques unités seulement. *A contrario*, Orange continue d'imposer plus de 370 points d'interconnexion (CA) pour bénéficier du tarif régulé de terminaison d'appel vers les numéros correspondants à des accès RTC.

Au vu de ces éléments, une demande, émanant d'un opérateur ayant déjà mis en œuvre avec succès l'interconnexion en mode IP au niveau des PRN d'Orange pour les appels à destination de ses numéros correspondants à des accès VLB et visant à étendre cette interconnexion aux appels à destination de l'ensemble des numéros d'Orange, apparaîtrait désormais raisonnable, moyennant un délai raisonnable de mise en œuvre (qui ne devrait pas, sauf contrainte dûment justifiée par Orange, excéder deux ans).

Les conditions techniques et opérationnelles de mise en œuvre devraient faire l'objet de travaux bilatéraux préalables, dont les points de blocage éventuels pourront être tranchés dans le cadre de réunions multilatérales organisées sous l'égide de l'ARCEP. Plusieurs questions devraient notamment être abordées : les engagements à prendre par l'opérateur demandeur (sur la date de mise en œuvre ou le volume de commande), le nombre de points d'interconnexion pertinents pour livrer le trafic, l'interface d'interconnexion cible (une interface en mode IP natif semble devoir être favorisée, ce type d'interface étant désormais opérationnel sur le marché) ou l'extension des spécifications techniques établies par la FFT à l'ensemble des scénarii d'appels (notamment les appels à destination des numéros spéciaux).

En parallèle, pour autant que les volumes livrés restent suffisamment significatifs pour le justifier, il apparaît légitime qu'Orange maintienne l'architecture d'interconnexion actuelle au niveau des commutateurs d'abonnés pour les opérateurs ne souhaitant pas s'en affranchir à horizon de ce cycle d'analyse de marché (i.e. jusqu'à fin 2016).

L'Autorité souligne néanmoins que la modalité d'interconnexion en TDM au niveau des commutateurs d'abonnés ne doit pas être considérée comme pérenne, au-delà de ce cycle d'analyse de marché. En effet, alors que la VLB prend progressivement le pas sur la téléphonie commutée (en termes de parc d'accès et de volumes de trafic), il devra être donné à Orange la possibilité, le moment venu et après concertation inter-opérateurs, d'organiser la fermeture de cette modalité d'interconnexion historique, moyennant un préavis suffisant et un accompagnement approprié des opérateurs tiers.

La mise en œuvre de la modalité alternative nécessitera une concertation en amont (établissant notamment des règles claires et partagées entre les parties), un suivi périodique et une réévaluation régulière, auxquels l'Autorité portera attention, dans un cadre multilatéral

associant l'ensemble des opérateurs concernés – notamment, le comité de l'interconnexion et de l'accès.

Ces obligations sont conformes aux critères fixés par le IV de l'article L. 38 du CPCE en particulier ses a), b) et d) en ce qu'elles sont aujourd'hui fournies par Orange et permettent le développement de la concurrence. Elles sont, par ailleurs, proportionnées aux objectifs précités fixés au II de l'article L. 32-1 II du CPCE (les 2°, 3° et 4° en particulier).

Orange propose actuellement les solutions de raccordement suivantes :

- une offre de colocalisation qui permet à un opérateur d'installer ses équipements de transmission directement dans les locaux d'Orange. C'est la solution la plus pérenne pour un opérateur alternatif, mais elle représente des investissements importants, qui ne se justifient qu'au-delà d'un certain seuil de trafic ;
- une offre de liaisons de raccordement qui permet à un opérateur de livrer son trafic de terminaison au niveau de son point de présence, l'acheminement du trafic entre ce point et le point d'interconnexion se faisant sur un lien pris en charge par un opérateur tiers. Elle représente des coûts variables et récurrents et se prête à des volumes de trafic plus faibles. Elle peut être fournie par Orange, ou par un autre opérateur colocalisé dans le site de l'opérateur ;
- une offre d'interconnexion en ligne dite « *in-span* », qui est une solution intermédiaire où l'interconnexion physique des réseaux se fait non pas dans les locaux d'Orange mais dans un lieu proche de ces derniers.

Ces différentes solutions de raccordement des sites d'interconnexion d'Orange sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des configurations d'interconnexion, et pour permettre aux opérateurs de moindre envergure de disposer d'une flexibilité dans les options de déploiement, en particulier pour les sites où les volumes émis sont relativement faibles. Conformément aux objectifs imposés par l'article L. 32-1 II du CPCE, (2°, 3° et 4° en particulier), et en l'absence de mesures moins contraignantes qui permettraient d'atteindre le même but, l'Autorité considère comme proportionné d'imposer à Orange de proposer, au titre de l'article D. 310, 1° et 3° du CPCE, une offre de raccordement des équipements des autres opérateurs, adaptée à chaque type de site, comprenant *a minima* les trois modalités précitées. Il est également nécessaire qu'Orange continue à fournir ces prestations, une fois offertes, au titre du IV de l'article L. 38 du CPCE, en particulier les a), b), c) et d). En effet, leur suppression ou leur modification aurait pour conséquence de déstabiliser le marché et les plans d'affaires des opérateurs alternatifs.

De plus, avec le développement du dégroupage, de nombreux sites utilisés pour l'interconnexion sont également utilisés pour l'accès aux équipements de la boucle locale d'Orange. Plusieurs opérateurs alternatifs ont donc demandé la possibilité de mutualiser les ressources dédiées à l'interconnexion avec celles dédiées au haut débit. L'Autorité souhaite que l'opérateur historique poursuive ses efforts de mutualisation des ressources, en collaboration avec les autres opérateurs, afin de trouver les solutions les plus efficaces.

Enfin, l'Autorité constate que de nombreux opérateurs utilisent des interconnexions au niveau des centres de transit d'Orange pour sécuriser les acheminements de trafic qui doivent être

livrés aux commutateurs d'abonnés reliés à ces centres de transit. Ce type de dispositif de sécurisation est souhaitable dans la mesure où il garantit l'acheminement et la qualité des communications et, comme l'Autorité l'avait précisé dans sa décision n° 00-0030 du 5 janvier 2000 réglant un différend entre Télécom Développement et France Télécom. L'Autorité rappelle toutefois que, comme le précise cette même décision, ce dispositif de sécurisation ne doit pas être utilisé par un opérateur interconnecté avec Orange pour gérer ses pointes de trafic, par débordement automatique au niveau du centre de transit³⁹.

Par conséquent, l'Autorité considère les différentes solutions de raccordement des centres de transit comme des prestations associées aux offres d'interconnexion au niveau des commutateurs d'abonnés. Dans la même logique, elle considère, de manière générale, que toute offre de sécurisation du trafic pour une prestation d'acheminement de trafic est une prestation associée à cette dernière.

5.3 Obligation de non-discrimination

Le 2° du I de l'article L. 38 du CPCE prévoit la possibilité d'imposer, aux opérateurs qui exercent une influence significative, une obligation de non-discrimination dans la fourniture des prestations d'interconnexion ou d'accès.

Conformément à l'article D. 309 du CPCE, cette obligation vise notamment à garantir que les opérateurs appliquent des conditions équivalentes dans des circonstances équivalentes aux opérateurs fournissant des services équivalents. En outre, elle vise à assurer que les opérateurs fournissent aux autres opérateurs des services et informations dans les mêmes conditions et avec la même qualité que ceux qu'ils assurent pour leurs propres services, ou pour ceux de leurs filiales ou partenaires.

En effet, la grande technicité des prestations d'interconnexion ou d'accès rend aisée, pour un opérateur exerçant une influence significative, l'offre de conditions techniques et tarifaires différentes pour ses différents clients, ses partenaires et ses propres services.

L'obligation de non-discrimination vise ainsi à éviter que les opérateurs qui exercent une influence significative n'augmentent leurs charges vis-à-vis d'opérateurs acheteurs dont le pouvoir de négociation serait moindre, ou qu'ils n'avantagent leurs propres unités d'affaires, leurs partenaires ou leurs filiales en concurrence avec les autres acheteurs de terminaison d'appel. Des conditions techniques et tarifaires discriminatoires sur le marché de gros fausseraient le jeu de la concurrence sur les marchés de détail faisant intervenir des prestations de terminaison d'appel.

Il est donc justifié et proportionné d'imposer à chaque opérateur visé dans la section 3.5 une obligation de non-discrimination, d'une part, entre clients, et, d'autre part, entre clients et

³⁹ Article 1er : « [...] *Télécom Développement ne pourra utiliser ce débordement qu'à des fins de sécurisation de son réseau : elle ne pourra pas l'utiliser pour gérer les pointes de trafic* ».

services internes, notamment au regard de l'objectif fixé au II du L. 32-1 du CPCE, de veiller à « *l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale* ».

L'Autorité précise que cette obligation s'applique à l'ensemble des prestations des marchés pertinents, y compris les prestations associées à l'accès. Cette obligation n'exclut toutefois pas la possibilité, pour un opérateur, de différencier ses prestations en fonction de critères objectifs, notamment d'ordre technique, liés à la nature des réseaux.

5.4 Obligation de transparence

Le 1° du I de l'article L. 38 du CPCE prévoit que l'Autorité peut imposer à un opérateur exerçant une influence significative de rendre publiques certaines informations relatives à l'interconnexion et à l'accès. Les modalités définies ci-après précisent la nature de l'obligation de transparence imposée.

5.4.1 Obligations générales de transparence imposées à l'ensemble des opérateurs

Ces obligations permettent d'assurer le respect de l'obligation de non-discrimination décrite dans la section 5.3 ou de dissuader les opérateurs de mettre en œuvre des pratiques discriminatoires. Elles visent aussi à assurer le respect de l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès, décrite dans la section 5.2.

Ces obligations visent en outre à permettre de faciliter les négociations en vue de la mise en œuvre de l'interconnexion directe entre opérateurs lorsqu'une telle interconnexion s'avère pertinente. Elles peuvent également permettre d'apporter une transparence accrue sur les conditions financières des offres de transit vers les opérateurs alternatifs.

Au regard des objectifs fixés au II de l'article L. 32-1 du CPCE, en particulier ceux visés aux 2°, 4° et 9 et en application de l'article D. 307 du CPCE, l'Autorité estime justifié et proportionné d'imposer à tout opérateur exerçant une influence significative, visé dans la section 3.5, les obligations suivantes, sur l'ensemble des prestations de chaque marché pertinent de la terminaison d'appel sur lequel il exerce une influence significative (y compris sur les prestations associées) :

- informer l'Autorité de la signature de toute nouvelle convention d'interconnexion ou d'accès concernant la fourniture de prestations de terminaison d'appel, ou de tout avenant à une convention existante, dans un délai de sept jours à compter de la signature du document. L'Autorité pourra le cas échéant demander que ladite convention ou toute autre convention existante lui soit transmise en l'application de l'article L. 34-8 du CPCE ;
- communiquer aux opérateurs ayant signé avec lui une convention d'interconnexion ou d'accès des informations pertinentes sur les caractéristiques de son réseau relatives à la prestation de terminaison d'appel qu'il offre, y compris les prestations associées ;
- prévenir, dans un délai raisonnable, les opérateurs acheteurs de toute modification des conditions techniques ou tarifaires de ces prestations de terminaison d'appel, y compris les prestations associées, et de toute évolution de nature à contraindre ces

derniers à modifier ou adapter leurs installations. Les acheteurs de terminaison d'appel ont en effet besoin de visibilité sur cet élément essentiel de leur plan d'affaires. Le caractère raisonnable du délai doit s'apprécier au cas d'espèce, au regard de conséquences techniques, économiques, commerciales ou juridiques sur l'opérateur acheteur et de la nécessité pour ce dernier d'assurer la continuité de son service et d'être en capacité de faire évoluer ses offres sous-jacentes. Dans le cas particulier de la terminaison d'appel SMS dite « *Push* », en l'absence d'encadrement tarifaire pluriannuel et comme exposé en section 6.4.3.3, ce délai ne saurait être inférieur à six mois pour les composantes tarifaires principales.

5.4.2 Obligation de publication d'une offre de référence

En application des articles D. 307 et D. 308 du CPCE, l'Autorité peut imposer aux opérateurs exerçant une influence significative de publier une offre de référence.

La publication d'une « offre de référence » concourt à la mise en place de processus transparents, pour limiter la capacité de l'opérateur exerçant une influence significative à déstabiliser ses concurrents ou favoriser ses filiales. Elle donne de la visibilité aux acheteurs sur les termes et les conditions dans lesquels ils s'interconnectent avec l'opérateur sur lequel pèse l'obligation et palie au déficit de pouvoir de négociation des opérateurs acheteurs. Enfin, elle permet l'élaboration d'une offre cohérente de prestations aussi découplées que possible les unes des autres pour permettre à chaque opérateur de n'acheter que les prestations dont il a besoin.

La publication de l'offre de référence est donc de nature à contribuer au fonctionnement harmonieux du marché, et permet aux opérateurs de développer un plan d'affaires et de programmer leurs investissements avec une visibilité suffisante sur des paramètres qui conditionnent fortement leur structure de coûts.

Au cas d'espèce, l'Autorité estime nécessaire d'imposer à chacun des opérateurs qui exercent une influence significative, visés dans la section 3.5, et disposant d'une base de clients actifs supérieure à un seuil d'un million de clients, qui comprendra la somme cumulée de ses clients fixes et de ses clients mobiles si l'opérateur est à la fois fixe et mobile, l'obligation de publier une offre de référence pour l'interconnexion et l'accès à son ou ses réseau(x) (fixe et/ou mobile), contenant les éléments d'information adéquats mentionnés à l'article D. 308 du CPCE. Cette obligation apparaît proportionnée en ce qu'elle vise les opérateurs disposant d'une taille critique les rendant davantage susceptibles de déstabiliser leurs concurrents par des pratiques discriminatoires. De plus, dans un contexte de convergence des réseaux fixe et mobile, il apparaît pertinent de fixer un seuil permettant d'englober à la fois les clients fixes et les clients mobiles de l'opérateur.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article D. 307 du CPCE, le contenu des offres de référence à publier par les opérateurs précipités, devra comporter des informations suffisantes aux opérateurs acheteurs en ce qui concerne les conditions techniques et tarifaires en cause, notamment les prestations d'acheminement du trafic et les prestations d'accès aux sites associées.

Ces différents éléments d'information sont décrits dans l'annexe C (section C.2).

Par ailleurs, compte tenu de l'importance et de la complexité spécifiques de son réseau fixe, et de sa position cruciale sur le marché de la terminaison d'appel fixe, l'Autorité estime justifié d'imposer à Orange de fournir, dans le cadre de son offre de référence, les éléments complémentaires listés dans la section C.3 de l'annexe C.

En revanche, l'Autorité estime qu'il serait disproportionné d'imposer aux autres opérateurs qui exercent une influence significative, visés dans la section 3.5, et disposant d'une base de clients actifs inférieure à un million de clients, l'obligation de publier une offre de référence contenant l'ensemble de ces éléments, notamment en raison du plus faible nombre d'opérateurs interconnectés avec ces opérateurs. L'Autorité estime néanmoins justifié et proportionné que ces opérateurs publient sur leur site internet une offre de référence contenant simplement les principaux tarifs relatifs aux prestations de terminaisons d'appels, la localisation des points d'interconnexion pertinents et les modalités de raccordement à ces points.

5.5 Obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts

5.5.1 Principes généraux sur les obligations comptables

Le 5° du I de l'article L. 38 du CPCE dispose que « *les opérateurs réputés exercer une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques peuvent se voir imposer, (...) [d'] isoler sur le plan comptable certaines activités en matière d'interconnexion ou d'accès, ou tenir une comptabilité des services et des activités qui permette de vérifier le respect des obligations imposées au titre du présent article* ».

Ces obligations comptables sont un moyen pour l'Autorité de vérifier, d'une part, la mise en œuvre de l'obligation de non-discrimination et de contrôler les respects des obligations tarifaires, et, d'autre part, de disposer d'une connaissance fine et fiable des coûts des opérateurs afin de mettre en œuvre, le cas échéant, un encadrement tarifaire reflétant les coûts pertinents. En effet, cet encadrement tarifaire pouvant être fixé en référence aux coûts d'un opérateur mobile générique efficace calculés *via* un modèle de coûts technico-économiques, calibré sur les coûts des opérateurs existants, il est nécessaire que l'Autorité dispose d'un référentiel fiable de ces coûts, afin de pouvoir extraire du modèle un coût de terminaison d'appel qui soit le plus robuste possible.

Dans cette optique, l'obligation de comptabilisation des coûts doit notamment permettre de disposer d'informations cohérentes entre opérateurs, qui sont indispensables pour le contrôle tarifaire, et d'identifier l'activité réseau, et notamment les conditions d'utilisation des différentes ressources par les services internes et externes de l'opérateur.

L'obligation de séparation comptable doit quant à elle permettre de distinguer les activités de détail des activités de gros de l'opérateur mobile, selon un détail et un format rendus nécessaires pour le suivi des obligations liées à ce marché, et de déterminer des prix de

transfert internes (ou prix de cession), qui interviennent dans la vérification du respect de l'obligation de non-discrimination.

L'Autorité définit, en vertu de l'article D. 312 du CPCE, les modalités de mise en œuvre de ces obligations pour les opérateurs concernés.

Un audit du système comptable de chacun des opérateurs soumis aux obligations comptables est nécessaire pour en garantir la robustesse, la conformité avec les décisions de l'Autorité et la fiabilité des données comptables qui en découlent. Conformément au 5° du I de l'article L. 38 du CPCE, précisé par le III de l'article D. 312 du même code, les comptes produits au titre des obligations comptables et les systèmes de comptabilisation des coûts devront donc être auditées annuellement par des organismes indépendants, désignés par l'Autorité. Cette vérification sera assurée aux frais des opérateurs concernés. Les organismes désignés publieront annuellement une attestation de conformité des comptes.

5.5.2 Obligations comptables imposées à certains opérateurs mobiles

La spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts est précisée dans une décision distincte de celle des analyses de marchés.

En 2013, l'Autorité a décidé de mettre à jour la décision n° 2010-0200 du 11 février 2010⁴⁰ afin, notamment, de simplifier les restitutions pour prendre en compte l'évolution de la réglementation sur la terminaison d'appel vocal mobile. Pour plus de détail sur la spécification de ces obligations, l'Autorité renvoie à sa décision n° 2013-0520 en date du 16 mai 2013⁴¹.

Dans le cadre des analyses des marchés en cours, les obligations comptables sont actuellement imposées à six opérateurs mobiles (Bouygues Telecom, Free Mobile, Orange, SFR, Orange Caraïbe et SRR).

Comme évoqué précédemment, ces restitutions comptables permettent de calibrer finement le modèle de coûts d'un réseau mobile de l'Autorité. Il est donc nécessaire, dans un objectif de robustesse de ce modèle, que l'Autorité dispose autant que possible d'informations de coûts homogènes et fiables des opérateurs.

L'Autorité entend donc reconduire les obligations comptables à l'ensemble des opérateurs mobiles qui y sont aujourd'hui soumis.

L'Autorité estime que cette obligation est proportionnée aux objectifs fixés à l'article L. 32-1 du CPCE, et en particulier les 2°, 3° et 4°.

⁴⁰ Décision n° 2010-0200 du 11 février 2010 portant sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts imposées aux opérateurs réputés exercer une influence significative sur les marchés de gros des terminaisons d'appels mobiles (voix et SMS) sur leurs réseaux respectifs.

⁴¹ Décision n° 2013-0520 du 16 mai 2013 portant sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts imposées aux opérateurs mobiles.

De plus, certains opérateurs ont demandé l'extension des obligations comptables à de nouveaux opérateurs sur les départements d'outre-mer afin que l'Autorité puisse bénéficier de référentiels de coûts supplémentaires pour son modèle de coût de terminaison d'appel outre-mer. En effet, aujourd'hui seul un opérateur ultramarin par zone est soumis à cette obligation (Orange Caraïbe dans la zone Antilles-Guyane et SRR dans la zone Réunion-Mayotte).

Compte tenu de l'allègement significatif qu'a connu la décision de spécification comptable en 2013, par rapport à celle de 2010, l'Autorité considère que la complexité auparavant évoquée pour justifier de ne pas imposer cette obligation à certains acteurs n'est plus aussi évidente aujourd'hui. Dans le même temps, avec la baisse des tarifs de terminaison d'appel, les enjeux associés à la définition des modèles de coûts se sont également amoindris.

L'Autorité va réexaminer cette question au vu des contributions des acteurs à la consultation publique et du retour d'expérience sur la mise en œuvre des restitutions comptables allégées, qui se dérouleront jusqu'à l'automne. L'Autorité précisera ainsi ces obligations à l'occasion de la seconde consultation publique sur ce projet de décision.

5.5.3 Obligations comptables imposées à Orange

Les enjeux financiers des terminaisons d'appel vocal mobile et SMS demeurent importants et justifient l'imposition d'obligations comptables à certains opérateurs mobiles. Etant donné les enjeux financiers moindres concernant la terminaison d'appel fixe, les contraintes sont moins fortes concernant la précision du plafond tarifaire par rapport aux coûts. Il n'apparaîtrait pas proportionné d'imposer aux opérateurs fixes des obligations comptables liées à la seule prestation de terminaison d'appel.

Dans sa décision n° 2011-0926 susmentionnée, l'Autorité avait estimé pertinent et proportionné d'imposer à Orange des obligations comptables en raison de son caractère intégré et de son positionnement sur plusieurs marchés de communications électroniques (accès au service téléphonique, départ d'appel, terminaison d'appel), pouvant se traduire par des pratiques discriminatoires sur les marchés de gros et de détail. Par soucis de complétude, l'Autorité estime qu'il convient de maintenir les dispositions prévues par la décision n° 06-1007 (qui porte sur l'ensemble des produits régulés d'Orange) concernant le marché de la terminaison d'appel fixe au cours du prochain cycle d'analyse de marché, sans préjudice de toute décision ultérieure.

6 Obligation de contrôle tarifaire

Ce chapitre présente les principes et la mise en œuvre de l'obligation de contrôle tarifaire imposée à l'ensemble des opérateurs listés en annexe A et B.

Les commentaires émis par les acteurs sur ce chapitre lors de la consultation publique ont conduit à quelques amendements du projet d'analyse des marchés, notamment sur le contrôle tarifaire de la prestation de terminaison d'appel SMS dite « Push ». L'Autorité relève également que l'ensemble des acteurs est favorable au niveau proposé de 1c€ pour la terminaison d'appel SMS.

6.1 Objectifs et principes généraux du contrôle tarifaire des prestations de terminaison d'appel

6.1.1 Objectifs du cadre européen et national

Lorsque l'Autorité fixe des obligations tarifaires sur le fondement du 4° du I de l'article L. 38 du CPCE, elle doit, conformément à l'article L.32-1 du CPCE⁴², prendre des mesures raisonnables et proportionnées aux objectifs poursuivis, dans des conditions objectives et transparentes, et doit notamment veiller :

- « 2° A l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques ; (...)
- 4° A la définition de conditions d'accès aux réseaux ouverts au public et d'interconnexion de ces réseaux qui garantissent la possibilité pour tous les utilisateurs de communiquer librement et l'égalité des conditions de la concurrence ; (...)
- 9° A l'absence de discrimination, dans des circonstances analogues, dans le traitement des opérateurs ».

En outre, et conformément à l'article D.311 du CPCE⁴³, l'Autorité veille à ce que les méthodes retenues pour déterminer les plafonds tarifaires applicables « promeuvent l'efficacité économique, favorisent une concurrence durable et optimisent les avantages pour le consommateur ».

⁴² qui transpose l'article 8 de la directive « cadre ».

⁴³ qui transpose l'article 13 paragraphe 2 de la directive « accès ».

Enfin, il convient de rappeler qu'en application de l'article L.36-5 du CPCE⁴⁴, les mesures envisagées par l'Autorité visent à contribuer au développement du marché intérieur et que, dans ce cadre, « *l'Autorité coopère avec les autorités compétentes des autres Etats membres de l'Union européenne, avec la Commission européenne et avec l'organe des régulateurs européens des communications électroniques afin de veiller à une application coordonnée et cohérente de la réglementation* ».

6.1.2 Obligation tarifaire sous la forme d'une orientation vers les coûts des tarifs des prestations de terminaison d'appel

Le 4° du I de l'article L. 38 du CPCE prévoit que l'Autorité peut imposer aux opérateurs disposant d'une influence significative sur un marché « *de ne pas pratiquer de tarifs excessifs ou d'éviction sur le marché en cause et [de] pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants.* »

Comme cela a été développé dans le chapitre 3, la prestation de terminaison d'appel (vocal fixe, vocal mobile ou SMS) n'est soumise à aucune pression concurrentielle suffisante pour empêcher, en l'absence de régulation, un opérateur donné de la fixer à un niveau élevé pour en tirer une rente liée à sa position monopolistique, alors que les conditions économiques de la vente de cette prestation influent sur les conditions d'exercice de la concurrence sur le marché de détail (voir section 4.1.2).

L'Autorité estime donc nécessaire, comme pour la précédente analyse de marché de la téléphonie fixe⁴⁵ et pour les précédentes analyses de marché des terminaison d'appel vocal mobile et SMS⁴⁶, d'imposer une obligation de contrôle tarifaire sous la forme d'une obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts :

- à l'ensemble des opérateurs fixes visés dans l'Annexe A, pour leurs prestations de terminaison d'appel fixe, ainsi que pour les prestations qui leurs sont associées ;
- à l'ensemble des opérateurs mobiles visés dans l'Annexe B, pour leurs prestations de terminaison d'appel vocal mobile et leurs prestations de terminaison d'appel SMS, ainsi que pour les prestations qui leurs sont associées.

Par exception, dans le cas spécifique de l'accès au réseau fixe d'Orange, les offres de liaison de raccordement et d'interconnexion en ligne dit « *in-span* » sont soumises à un régime de non-excessivité. En effet, ces solutions de raccordement sont, certes, nécessaires pour couvrir l'ensemble des configurations d'interconnexion, et ainsi permettre aux opérateurs de moindre envergure de disposer d'une flexibilité dans les options de déploiement (en particulier pour les sites où les volumes émis sont relativement faibles). Mais l'Autorité considère que la

⁴⁴ qui transpose l'article 8 paragraphe 3 d) de la directive « *cadre* ».

⁴⁵ Décision n° 2011-0926 susmentionnée.

⁴⁶ Décisions n° 2010-0892, n° 2010-1149 et n° 2012-0997 susmentionnées.

colocalisation est la seule des trois solutions de raccordement – dont la fourniture est imposée à Orange (cf. partie 5.2.2) – qui doit faire l’objet d’une obligation d’orientation vers les coûts pour Orange.

Par exception également, pour le cas de la terminaison d’appel SMS dite « *Push* » telle que spécifiquement fournie par les opérateurs mobiles aux agrégateurs de SMS et aux opérateurs fixe⁴⁷, l’Autorité entend alléger l’obligation tarifaire actuelle et imposer un régime de non-excessivité. En effet, les SMS « *Push* » étant essentiellement unilatéraux et achetés par des éditeurs de services, la terminaison d’appel SMS dite « *Push* » n’engendre pas strictement les mêmes problèmes concurrentiels entre opérateurs que la terminaison d’appel SMS fournie entre opérateurs mobiles. Par ailleurs, l’équilibre économique diffère dans la mesure où les opérateurs mobiles ne recouvrent leurs coûts spécifiques que sur le marché de gros pour cette prestation. Enfin, la régulation jusqu’alors mise en œuvre a permis un abaissement des tarifs de gros, et l’Autorité a observé un développement positif du marché au cours du cycle précédent⁴⁸. A l’aune de l’expérience tirée de ce cycle, il apparaît donc justifié et proportionné de procéder à un allègement du contrôle tarifaire pour cette prestation.

L’Autorité estime que ces modalités d’encadrement tarifaire sont proportionnées aux objectifs du II de l’article L. 32-1 du CPCE et en particulier à l’exercice « *d’une concurrence effective et loyale* », « *au développement (...) de la compétitivité dans le secteur des communications électroniques* » ou encore à « *l’égalité des conditions de concurrence* ».

L’Autorité rappelle que l’entrée d’un nouvel acteur sur le marché de détail de la téléphonie fixe ou mobile n’est pas de nature à modifier les raisonnements relatifs aux obligations tarifaires, et à l’imposition d’une obligation d’orientation des tarifs vers les coûts, visés par la présente analyse de marchés.

6.1.3 Enjeu de symétrie des terminaisons d’appel entre opérateurs

Ainsi qu’exposé à la section 4.1.2, les différences de tarifs de terminaison d’appel entre opérateurs génèrent des problèmes concurrentiels qui constituent des obstacles à une concurrence effective sur les marchés de gros de terminaisons d’appels et les marchés de

⁴⁷ Les offres de SMS « *Push* » sont des offres commerciales offertes sur le marché de détail entreprise par un opérateur non mobile (agrégateur) ou un opérateur mobile pour acheminer un SMS à destination des abonnés de l’opérateur mobile. Les acheteurs d’offre SMS Push sont, d’une part, des « éditeurs » qui utilisent le SMS comme *medium* pour des applications tels que le marketing direct ou la livraison de contenu, et, d’autre part, d’autres opérateurs non mobiles (notamment les fournisseurs d’accès à internet) qui proposent une prestation d’envoi de SMS à leurs clients.

Les opérateurs non mobiles, et notamment les agrégateurs de SMS, se chargent du raccordement technique des réseaux pour l’envoi et la réception de SMS. Ils bénéficient d’une offre de gros de terminaison d’appel SMS *Push* dédiée auprès de chaque opérateur de réseau, qui diffère de celle fournie aux éditeurs sur le marché de détail entreprise.

⁴⁸ L’Autorité renvoie en particulier à son document L « Bilan et Perspectives » pour une description détaillée des évolutions du marché de gros et de détail relatifs aux SMS dits « *Push* »

détail sous-jacents. Il importe donc que les tarifs de terminaison d'appel soient symétriques entre les opérateurs.

Cela conduit en particulier l'Autorité à fixer des obligations tarifaires symétriques entre opérateurs régulés, ainsi qu'à réguler l'ensemble des opérateurs exerçant une influence significative sur les marchés pertinents délimités dans la présente décision.

Par ailleurs, l'Autorité reste attentive à la recherche d'une symétrie avec les opérateurs situés dans les pays tiers, ce qui passe notamment par la poursuite de l'harmonisation des réglementations en Europe, sous le contrôle de la Commission européenne et avec l'appui de l'ORECE⁴⁹.

6.1.4 Recours à un encadrement tarifaire pluriannuel

6.1.4.1 Le principe de l'encadrement tarifaire pluriannuel

Dans le cadre de l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts pertinents, l'Autorité peut procéder pour chaque opérateur à un encadrement tarifaire des niveaux des terminaisons d'appels qui consiste à fixer des plafonds que les tarifs de ces prestations ne doivent pas dépasser. Ces plafonds tarifaires s'entendent comme des limites supérieures laissant la liberté aux opérateurs de positionner leurs tarifs, sous ces plafonds, au niveau qu'ils jugent pertinent.

En particulier, il est de la seule responsabilité de l'opérateur de vérifier que ses tarifs sont cohérents entre les marchés de gros et les marchés de détail et qu'ils ne l'exposent pas au risque de se voir sanctionner au titre du droit commun de la concurrence pour pratiques anti-concurrentielles sur un marché de détail connexe au marché de gros sur lequel il détient une position dominante.

6.1.4.2 Encadrement tarifaire et obligation symétrique

Afin de lever les obstacles au développement d'une concurrence effective sur le marché de détail liés aux terminaisons d'appel, il convient d'assurer une symétrie des tarifs des terminaisons d'appel entre opérateurs. Dans la mesure où cela nécessite d'imposer à chaque opérateur une contrainte tarifaire qui n'est pas liée à ses propres coûts, mais à une référence de coûts générique commune, le recours à des plafonds tarifaires définis par l'Autorité est nécessaire.

6.1.4.3 Encadrement tarifaire pluriannuel et prévisibilité pour le secteur

L'importance d'une visibilité donnée au secteur à travers une prévisibilité des tarifs de cette prestation s'inscrit de manière pleinement cohérente avec les objectifs assignés à l'Autorité, notamment celui de veiller, conformément à l'article L. 32-1 du CPCE, « 2° [à] l'exercice au

⁴⁹ L'Autorité renvoie également à la section 5.2.4 de son document « Bilan et perspectives »

bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques ; 3° [a]u développement de [...] l'investissement efficace notamment dans les infrastructures [...] ».

L'Autorité s'attache à donner le maximum de prévisibilité au secteur. Dans le cadre de ce processus d'analyse des marchés, l'Autorité mènera une consultation publique avant d'adopter sa décision d'analyse des marchés dans laquelle les plafonds tarifaires explicites de la terminaison d'appel vocal des opérateurs concernés seront définis. L'Autorité entend également recourir à un encadrement tarifaire pluriannuel, sur l'intégralité de la durée du cycle d'analyse des marchés soit trois ans, afin de maximiser la prévisibilité pour le secteur.

L'Autorité précise enfin que l'entrée d'un nouvel opérateur sur le marché de détail de la téléphonie fixe ou mobile n'est *a priori* pas de nature à modifier les raisonnements relatifs aux obligations tarifaires visés par la présente analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel, et donc que ses conclusions demeurent valables pour les opérateurs nouveaux entrants.

6.2 Références de coûts pertinents retenues par l'Autorité

L'Autorité se fonde sur le II de l'article D. 311 du CPCE pour préciser la portée de l'obligation d'orientation vers les coûts imposée aux opérateurs et définit ainsi les méthodes de recouvrement des coûts et de tarification.

6.2.1 Coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace pour les terminaisons d'appel vocal fixe et mobile

Dans ses décisions n° 2010-1149 et n° 2011-0926 susmentionnées, l'Autorité a détaillé les raisons pour lesquelles elle estime que la référence de coûts pertinents pour la terminaison d'appel vocal fixe et la terminaison d'appel vocal mobile est le coût incrémental de long terme d'un opérateur générique efficace. De même, l'Autorité avait détaillé dans la décision n° 2012-0997 les raisons pour lesquelles la référence au coût incrémental de long terme garde tout son sens y compris dans un contexte de nouvelle entrée sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal.

La référence au coût incrémental de long terme permet en effet un fonctionnement optimal du marché au regard des problèmes concurrentiels identifiés en section 4.1 en ce qu'elle limite les transferts financiers entre opérateurs et permet l'exercice d'une concurrence loyale, tout en permettant aux opérateurs de recouvrer, *via* le tarif de terminaison d'appel, les coûts induits par ce service⁵⁰.

⁵⁰ A ce titre, il apparaît souhaitable que le plafond tarifaire de la prestation de terminaison d'appel vocal mobile, fixé par l'Autorité en référence aux coûts incrémentaux de long terme, soit pris en compte par les opérateurs

L'Autorité invite les acteurs à se reporter aux passages correspondants des décisions susmentionnées pour le détail des propriétés concurrentielles d'une référence de coût incrémental, justifiant sa pertinence.

L'Autorité rappelle que ce choix de référence est cohérent avec la recommandation de la Commission européenne sur la régulation des services de terminaison d'appel fixe et mobile susmentionnée.

De même, l'Autorité rappelle que, conformément à la position commune du groupement des régulateurs européens du 12 mars 2008 (GRE) et à la recommandation de la Commission européenne de 2009 sur les terminaison d'appel vocal fixe et mobile⁵¹, elle vise la symétrie tarifaire pour la prestation de terminaison d'appel fixe, d'une part, et pour la terminaison d'appel mobile, d'autre part, car elle constitue un signal économique émis à l'attention de l'ensemble des opérateurs, que l'Autorité estime économiquement optimal en ce qu'il prévient l'introduction de distorsions concurrentielles dans le fonctionnement des marchés de détail sous-jacents. A cet égard, cette symétrie repose nécessairement sur une référence aux coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace.

En effet, l'opérateur générique efficace de référence fait appel aux choix technologiques les plus efficaces pour fournir le portefeuille de services couramment proposé sur le marché. Ce choix permet donc d'empêcher les opérateurs de répercuter leurs éventuelles spécificités, surcoûts ou inefficacités sur les concurrents, tout en ne dissuadant pas ces opérateurs d'améliorer leur efficacité, qui leur permettrait de conserver les marges résultant d'une efficacité supérieure de leurs réseaux.

6.2.2 Coûts complets d'un opérateur générique efficace pour la terminaison d'appel SMS

Dans sa décision n° 2010-0892 susmentionnée, l'Autorité a détaillé les raisons pour lesquelles elle estime que la référence de coûts pertinents pour la terminaison d'appel SMS est le coût complet distribué d'un opérateur mobile générique efficace pour la prestation de terminaison d'appel SMS.

Les coûts considérés recouvrent les seuls coûts de réseau liés à l'offre d'interconnexion SMS, augmentés d'une contribution équitable aux coûts communs de l'opérateur, à l'exclusion, en particulier, des charges liées à une activité commerciale autre que celles spécifiques à l'interconnexion SMS.

Ainsi, l'Autorité n'envisage pas de retenir les coûts incrémentaux de long terme comme référence de coûts pertinente, référence utilisée pour la régulation de la terminaison d'appel

mobiles hôtes dans les tarifs d'itinérance pour le trafic vocal entrant qu'ils négocient commercialement avec les opérateurs *full-MVNO* qu'ils hébergent.

⁵¹ Recommandation de la Commission européenne en date du 7 mai 2009 sur le traitement réglementaire des tarifs de terminaison d'appels fixe et mobile dans l'UE (2009/396/CE).

vocal. En effet, ces deux prestations n'ont pas les mêmes spécificités. Le SMS se caractérise en particulier par le fait qu'il n'est pas nécessairement sollicité par l'utilisateur le recevant. Dans un tel cas de figure, ce dernier ne bénéficie pas nécessairement de cette réception. Contrairement à un appel vocal où l'appelé peut à tout moment raccrocher, voire même ne pas décrocher notamment en faisant usage de la reconnaissance du numéro, le destinataire d'un SMS ne peut s'opposer à la réception du message. Cette particularité du service SMS justifie que l'opérateur de l'appelant supporte l'intégralité des coûts associés à l'envoi du SMS sur la ligne mobile appelée, envoi dont il a pris seul l'initiative et auquel l'appelé ne peut s'opposer.

La référence à un opérateur générique efficace répond par ailleurs à l'objectif de ne pas refléter d'éventuelles spécificités de déploiement de réseau, et plus largement de structure de coûts, d'un des opérateurs en place, et de correspondre à une utilisation de la technologie dans des conditions optimales de déploiement.

6.3 Référentiels de coûts utilisés par l'Autorité

6.3.1 Modèle technico-économique des coûts d'un réseau mobile et d'un réseau fixe

L'Autorité rappelle que les plafonds tarifaires de terminaison d'appel vocal fixe et vocal mobile correspondent, depuis le 1^{er} janvier 2013⁵², aux coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace et sont chacun évalués sur la base de modèles technico-économiques des coûts de réseau, conformément à la recommandation européenne de 2009 susmentionnée.

L'Autorité mène en 2013, parallèlement au processus d'analyse des marchés, des travaux de mise à jour de ses modèles de coûts technico-économiques, susceptibles d'avoir une influence sur l'évaluation du niveau de ces coûts incrémentaux, en raison de la prise en compte des évolutions des marchés (parc client et volume de trafic), des évolutions technologiques survenues ou en passe de survenir (sur le mobile : déploiement des évolutions HPSA et de la 4G, ... - sur le fixe : généralisation de l'interconnexion en mode SIP, ...), de la mise à jour des caractéristiques et des coûts unitaires (du fait des gains d'efficacité) des équipements utilisés par l'opérateur générique. Ces niveaux de coût seront un référentiel pour fixer les plafonds tarifaires à venir.

6.3.2 Etats de comptabilisation des coûts et de revenus audités élaborés selon le référentiel de comptabilité réglementaire spécifié par l'Autorité

Les états de comptabilisation des coûts et de revenus audités élaborés selon le référentiel réglementaire constituent une référence de coûts fiable, au regard notamment de leur source, i.e. la comptabilité sociale de l'entreprise soumise au contrôle des commissaires aux comptes

⁵² Au 1^{er} juillet 2013 pour les opérateurs mobiles nouveaux entrants.

de l'entreprise. En outre, conformément aux dispositions des articles L. 38 (notamment le 5° du I) et D. 312 du CPCE, les comptes produits au titre des obligations comptables et les systèmes de comptabilisation des coûts sont audités annuellement par des organismes indépendants désignés par l'Autorité.

La comptabilité réglementaire apporte un éclairage important sur la modélisation des coûts d'un opérateur efficace. Ces données permettent notamment le calibrage des grandes masses de coûts en sortie du modèle technico-économique afin d'en assurer la robustesse.

6.4 Encadrement tarifaire mis en œuvre

Les plafonds tarifaires retenus se fondent notamment sur la base des modèles technico-économiques de coûts de réseau de l'Autorité.

6.4.1 L'encadrement tarifaire pour la terminaison d'appel vocal fixe

Sur la base de ses futures analyses, l'Autorité complétera la présente partie. L'Autorité rappelle qu'une seconde consultation publique, au cours de laquelle les niveaux de l'encadrement tarifaire seront présentés, aura lieu ultérieurement.

6.4.2 L'encadrement tarifaire pour la terminaison d'appel vocal mobile

L'Autorité confirme que, dès lors que les tarifs sont alignés sur le concept de coûts pertinents et qu'ils n'induisent plus de biais concurrentiels sur le marché de détail au détriment des opérateurs à plus faible part de marché, les asymétries tarifaires n'ont pas vocation à perdurer.

De plus, l'Autorité rappelle qu'elle avait indiqué dans sa décision n° 2012-0997 en date du 24 juillet 2012 que l'encadrement tarifaire de potentiels nouveaux entrants métropolitains serait identique dans son calendrier et dans ses niveaux à celui défini par cette décision.

Aussi, l'Autorité entend imposer un encadrement tarifaire symétrique à l'ensemble des opérateurs mobiles d'une même zone géographique (c'est-à-dire les zones métropole, Antilles-Guyane et Réunion-Mayotte), y compris pour les nouveaux entrants.

Sur la base de ses futures analyses, l'Autorité complétera la présente partie et rappelle qu'une seconde consultation publique, au cours de laquelle les niveaux de l'encadrement tarifaire seront présentés, aura lieu ultérieurement.

6.4.3 L'encadrement tarifaire pour la terminaison d'appel SMS

6.4.3.1 Deux offres différentes de terminaison d'appel SMS

Les marchés de terminaison d'appel SMS définis à la section 2.3 contiennent l'ensemble des prestations de la terminaison d'appel considérée, actuelles ou futures, fournies par l'opérateur concerné, quel que soit l'exploitant de réseau ouvert au public auquel cette prestation est fournie et quelle que soit la technologie utilisée pour produire cette prestation.

Concernant l'encadrement tarifaire de ces prestations, il convient néanmoins de distinguer les deux offres principalement fournies aujourd'hui, à savoir la terminaison d'appel SMS telle que fournie aux opérateurs mobiles tiers et la terminaison d'appel SMS dite « *Push* » telle que fournie aux agrégateurs de SMS et aux opérateurs fixes.

Ces prestations présentent des modalités de production différentes (interconnexion SS7 ou interconnexion IP avec mise en place d'un VPN et d'une infrastructure d'intégration de service, recours au SMS-C de l'opérateur départ ou de l'opérateur arrivée, etc.), qui emportent des coûts différents.

6.4.3.2 Plafonds tarifaires retenus pour la terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers

Les baisses tarifaires de la terminaison d'appel SMS achetée entre opérateurs mobiles au cours des précédentes analyses de marché ont rendu possible le développement, sur les marchés de détail métropolitains et ultramarins, des offres mobiles incluant les SMS en abondance⁵³. Les flux d'interconnexion étant devenus quasiment équilibrés entre les opérateurs et l'inclusion des SMS en abondance se généralisant sur les différents segments de marchés, l'Autorité estime que les risques de distorsion concurrentielle liés aux niveaux des tarifs de terminaison d'appel sont maintenant plus limités.

Il convient néanmoins de maintenir les plafonds tarifaires actuels pour éviter toute remontée des tarifs et préserver la dynamique concurrentielle actuelle. L'Autorité propose donc d'imposer à l'ensemble des opérateurs mobiles visés dans l'Annexe B un plafond tarifaire symétrique à 1 c€/SMS pour la prestation de terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers, sur l'intégralité de la durée du cycle d'analyse des marchés (soit trois ans). Ce tarif apparaît compatible avec les coûts sous-jacents au regard des éléments de coûts précités à disposition de l'Autorité.

6.4.3.3 Sur le contrôle tarifaire de la prestation de terminaison d'appel SMS dite « *Push* »

L'Autorité entend imposer, pour les raisons développées à la section 6.1, un contrôle tarifaire sous la forme d'une obligation de ne pas pratiquer de tarifs excessifs pour les prestations de terminaison d'appel SMS spécifiques dites « *Push* ».

A la différence de la terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers, le contrôle tarifaire de la terminaison d'appel dite « *Push* » n'a pas fait l'objet d'un encadrement tarifaire pluriannuel au cours du cycle précédent. L'Autorité a ainsi interrogé les acteurs lors de la consultation publique sur l'opportunité de prévoir un encadrement tarifaire pluriannuel pour ce cycle.

⁵³ L'Autorité renvoie notamment au chapitre 2 de son document de « *bilan et perspectives* » pour une description des évolutions constatées sur les marchés de détail mobile métropolitains et ultramarins.

Au vu des commentaires formulés par les acteurs, et étant donné la situation sur le marché et en particulier les améliorations constatées au cours du cycle précédent, l'Autorité n'estime pas nécessaire d'imposer d'encadrement tarifaire pour la prestation de terminaison d'appel SMS dite « *Push* » pour ce cycle d'analyse. Un tel encadrement tendrait à figer les évolutions tarifaires chez les opérateurs et la détermination *ex ante* de son niveau constituerait un exercice délicat concernant une prestation dont les volumes restent mesurés et qui peut être soumise à des évolutions technologiques et fonctionnelles importantes.

Dans le cadre du contrôle de l'obligation de non excessivité, l'Autorité restera néanmoins particulièrement attentive aux trois éléments suivants :

- à l'absence de différence de tarifs de terminaison d'appel SMS dite « *Push* » entre opérateurs, l'Autorité considérant en effet qu'il n'existe pas de différences de coûts significatives entre opérateurs susceptibles de justifier de telles différences ;
- à l'évolution des niveaux tarifaires, l'Autorité considérant, sauf changements de circonstances significatifs et dûment justifiés, qu'un niveau tarifaire supérieur à celui proposé actuellement par les trois opérateurs de réseau mobile historiques apparaîtrait excessif ;
- au respect par les opérateurs mobiles d'un préavis de 6 mois dans l'information au sujet de leurs évolutions tarifaires, l'Autorité estimant un tel délai justifié et proportionné pour assurer, en l'absence d'encadrement tarifaire pluriannuel, une prévisibilité tarifaire nécessaire. La partie 5.4.1 a été modifiée en conséquence.

Contenu

1	Contexte de la présente analyse de marché.....	3
1.1	Regroupement des trois analyses de terminaison d'appel	3
1.2	Le processus d'analyse de marchés	4
1.2.1	<i>L'analyse de marchés dans le cadre réglementaire actuel</i>	<i>4</i>
1.2.2	<i>L'utilité d'envisager à moyen terme une évolution du cadre réglementaire en vue d'une régulation plus efficiente des marchés de terminaison d'appel</i>	<i>4</i>
1.3	Limites spatiale et temporelle de la présente décision	5
1.4	Les opérateurs fixes et mobiles concernés par la présente décision	5
2	Définition des marchés	7
2.1	Introduction	7
2.1.1	<i>Généralités sur les terminaisons d'appel.....</i>	<i>7</i>
2.1.2	<i>Les opérateurs vendeurs de terminaison d'appel.....</i>	<i>8</i>
2.1.3	<i>Les opérateurs acheteurs de terminaison d'appel.....</i>	<i>9</i>
2.2	Délimitation des marchés pertinents.....	9
2.2.1	<i>Introduction</i>	<i>9</i>
2.2.2	<i>Analyse de la substituabilité</i>	<i>10</i>
2.2.3	<i>Délimitation géographique des marchés.....</i>	<i>15</i>
2.3	Liste des marchés délimités	15
3	Puissance de marché.....	17
3.1	Introduction	17
3.2	Examen des parts de marché et existence de barrières à l'entrée	17
3.3	Contre-pouvoirs d'acheteur de prestations de terminaison d'appel	18
3.3.1	<i>Nature des contre-pouvoirs potentiels.....</i>	<i>18</i>
3.3.2	<i>Renoncer, ou menacer de renoncer, à l'achat de terminaison d'appel.....</i>	<i>18</i>
3.3.3	<i>Augmenter ou menacer d'augmenter les tarifs de détail.....</i>	<i>19</i>
3.3.4	<i>Entraver les négociations sur d'autres marchés.....</i>	<i>19</i>
3.4	Contre-pouvoirs exercés indirectement <i>via</i> les clients finals	20
3.4.1	<i>Contre-pouvoir exercé par les clients de l'opérateur appelant.....</i>	<i>20</i>
3.4.2	<i>Contre-pouvoir exercé par les clients de l'opérateur de destination</i>	<i>20</i>
3.5	Conclusion sur la puissance de marché	21
4	Problèmes concurrentiels rencontrés et pertinence des marchés pour une régulation <i>ex ante</i>	23
4.1	Problèmes concurrentiels rencontrés et conséquences sur les marchés de détail sous-jacents	23
4.1.1	<i>Absence structurelle de pression concurrentielle sur le prix de terminaison d'appel conduisant, en l'absence de régulation, à la fixation de tarifs de terminaison d'appel naturellement élevés.....</i>	<i>23</i>
4.1.2	<i>Conséquences sur les marchés de détail sous-jacents.....</i>	<i>24</i>
4.1.3	<i>Bilan de la régulation passée et évolution constatée des marchés de détail</i>	<i>27</i>
4.1.4	<i>Conclusion : l'existence d'obstacles au développement d'une concurrence effective.....</i>	<i>27</i>

4.2	Critères de pertinence des marchés de terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS pour une régulation sectorielle	27
4.2.1	<i>Existence de barrières à l'entrée ou d'entraves au développement de la concurrence.....</i>	27
4.2.2	<i>Absence d'évolution possible vers une situation de concurrence effective</i>	28
4.2.3	<i>Efficacité relative du droit de la concurrence et utilité d'une régulation ex ante complémentaire.....</i>	28
4.2.4	<i>Conclusion sur le test des trois critères</i>	29
4.3	Conclusion sur la pertinence des marchés pour une régulation <i>ex ante</i>	29
4.4	Sur la pertinence du marché de la terminaison d'appel MMS pour une régulation <i>ex ante</i>	30
5	Obligations non-tarifaires.....	31
5.1	Introduction aux remèdes disponibles	31
5.2	Obligation d'accès	32
5.2.1	<i>Obligations générales d'accès</i>	32
5.2.2	<i>Implication des obligations générales d'accès pour le réseau fixe d'Orange.....</i>	33
5.3	Obligation de non-discrimination	36
5.4	Obligation de transparence	37
5.4.1	<i>Obligations générales de transparence imposées à l'ensemble des opérateurs.....</i>	37
5.4.2	<i>Obligation de publication d'une offre de référence</i>	38
5.5	Obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts.....	39
5.5.1	<i>Principes généraux sur les obligations comptables</i>	39
5.5.2	<i>Obligations comptables imposées à certains opérateurs mobiles.....</i>	40
5.5.3	<i>Obligations comptables imposées à Orange</i>	41
6	Obligation de contrôle tarifaire.....	42
6.1	Objectifs et principes généraux du contrôle tarifaire des prestations de terminaison d'appel.....	42
6.1.1	<i>Objectifs du cadre européen et national</i>	42
6.1.2	<i>Obligation tarifaire sous la forme d'une orientation vers les coûts des tarifs des prestations de terminaison d'appel.....</i>	43
6.1.3	<i>Enjeu de symétrie des terminaisons d'appel entre opérateurs.....</i>	44
6.1.4	<i>Recours à un encadrement tarifaire pluriannuel</i>	45
6.2	Références de coûts pertinents retenues par l'Autorité	46
6.2.1	<i>Coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace pour les terminaisons d'appel vocal fixe et mobile.....</i>	46
6.2.2	<i>Coûts complets d'un opérateur générique efficace pour la terminaison d'appel SMS</i>	47
6.3	Référentiels de coûts utilisés par l'Autorité	48
6.3.1	<i>Modèle technico-économique des coûts d'un réseau mobile et d'un réseau fixe</i>	48
6.3.2	<i>Etats de comptabilisation des coûts et de revenus audités élaborés selon le référentiel de comptabilité réglementaire spécifié par l'Autorité.....</i>	48
6.4	Encadrement tarifaire mis en œuvre	49
6.4.1	<i>L'encadrement tarifaire pour la terminaison d'appel vocal fixe</i>	49
6.4.2	<i>L'encadrement tarifaire pour la terminaison d'appel vocal mobile</i>	49
6.4.3	<i>L'encadrement tarifaire pour la terminaison d'appel SMS</i>	49
Annexe A	Opérateurs exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la terminaison d'appel fixe	55
Annexe B	Opérateurs exerçant une influence significative sur les marchés pertinents des terminaisons d'appel vocal mobile et SMS.....	66

Annexe C	Offre de référence relative à la terminaison d'appel vocal fixe, d'appel vocal mobile et SMS des opérateurs disposant d'une base de clients actifs supérieure à un million de clients.....	68
Annexe D	Bilan des cycles de régulation des terminaisons d'appels vocal fixe, vocal mobile et SMS en métropole et outre-mer, et perspectives de régulation.....	72

Annexe A Opérateurs exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la terminaison d'appel fixe

Les sociétés suivantes sont considérées comme exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la terminaison d'appel vers leur réseau individuel :

360 LE NUMERO DES MARQUES, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 449 346 089, et dont le siège social est situé 8 square Chézy, 92220 NEUILLY SUR SEINE.

4KALL, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Clermont-Ferrand B 502 942 428 et dont le siège social est situé 5 avenue Edouard Michelin, 63100 CLERMONT-FERRAND.

ACOMS, société par action simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 518 402 268, et dont le siège social est situé 20 B rue Louis Philippe, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ACROPOLIS TELECOM, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 440 014 678, et dont le siège social est situé 5 rue Mousset-Robert, 75012 PARIS.

ADD-ON CONSULTING, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Pontoise B 424 218 964, et dont le siège social est situé 9 rue du Bâtiment, 95420 CLERY EN VEXIN.

AFONE, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Angers B 411 068 737, et dont le siège social est situé 11 place François Mitterrand, 49100 ANGERS.

AIC TELECOMS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 752 616 656 et dont le siège social est situé 55 boulevard Pereire, 75017 PARIS

ALIONIS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 482 832 086, et dont le siège social est situé 30 rue Saint Lazare, 75009 PARIS

ALPHALINK, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Saint-Nazaire B 423 645 688, et dont le siège social est situé à LE BOISMAIN - ZAC DU VAL SAINT-MARTIN ROUTE DE CHAUVÉ 44210 PORNIC

ARCAN' NETWORKS, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Metz B 493 559 272, et dont le siège social est situé 3 Avenue des 2 Fontaines, 57140 WOIPPY

ATLANTIQUE DE TELEPHONIE ET COMMUNICATION, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS La Roche-sur-Yon B 483 256 244 et dont le siège social est situé 8 rue du Maupas, 85360 LA TRANCHE SUR MER

ATOS WORLDLINE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Pontoise 378 901 946, et dont le siège social est situé Immeuble River Ouest 80 quai Voltaire, 95870 BEZONS

ATTI ASSISTANCE TECHNIQUE TELECOM ET INFORMATIQUE, SA à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Versailles B 413 077 538 et dont le siège social est situé 57 boulevard de la République, 78400 CHATOU

AURANEXT, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 408 403 251, et dont le siège social est situé 202 quai de Clichy, 92110 CLICHY

AUTOREFLEX.COM, société par actions simplifiée à associé unique, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 417 798 519, et dont le siège social est situé 21 rue Vernet, 75008 PARIS

AVM MULTIMEDIA, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Lyon B 490 630 316, et dont le siège social est situé 45 avenue Leclerc, 69007 LYON

AXIALYS, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 353 210 446, et dont le siège social est situé 186 /190 boulevard de Verdun, 92400 COURBEVOIE

BJT PARTNERS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 480 234 210, et dont le siège social est situé 26 rue Friant, 75014 PARIS

BOUYGUES TELECOM, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 397 480 930, et dont le siège social est situé 32 avenue Hoche, 75008 PARIS

BRETAGNE TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Rennes B 483 400 628, et dont le siège social est situé Zone Industrielle de Bellevue, 35220 CHATEAUBOURG

BT France, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 394 999 577, et dont le siège social est situé 5 place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 Paris-La-Défense

BUDGET TELECOM, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Montpellier B 422 716 878, et dont le siège social est situé 75 allée Jean Marie Tjibaou, 34000 MONTPELLIER

BUSINESS France, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nîmes 488 298 035, et dont le siège social est situé 8 rue Dublin, 34200 SETE

CELYA, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nantes B 384 585 824, et dont le siège social est situé 19 avenue Jacques Cartier, 44811 SAINT HERBLAIN

CHMURTZ, Société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Strasbourg B 482 922 812, et dont le siège social est situé 43 A rue du Rhin, 67150 GERSTHEIM

CIENUM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Saint-Etienne B 352 247 225, et dont le siège social est situé 1 rue de la Presse, 42000 SAINT ETIENNE

CLECOM LTD, personne morale de droit étranger (« *Private Limited with share capital* ») immatriculée sous le numéro Londres 05149833, et dont le siège social est situé 70, av Hochar RR 6, Saint-Sauveur, Québec J0R 1R6

CMRP, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Versailles 451 470 348, et dont le siège social est situé 5 rue du chant des oiseaux, 78360 Montesson

COLT TECHNOLOGY SERVICES, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 402 628 838, et dont le siège social est situé 23 rue Pierre Valette, 92240 MALAKOFF

COMCABLE, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 382 840 940, et dont le siège social est situé 9 avenue Théophile Gautier, 75016 PARIS

COMPATEL LIMITED, personne morale de droit étranger, immatriculée sous le numéro Londres 7456831, et dont le siège social est situé 6th Floor 94 Wigmore Street, London, W1u 3rf

COMPLETEL SAS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 418 299 699, et dont le siège social est situé 5 place de la Pyramide, 92088 PARIS LA DEFENSE CEDEX

DAUPHIN TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Basse-Terre B 419 964 010, et dont le siège social est situé 12 rue de la République Mari, 97150 SAINT MARTIN

DIABOLOCOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 482 652 401, et dont le siège social est situé 80 /82 rue Anatole France, 92300 LEVALLOIS PERRET

DIGICEL ANTILLES FRANCAISES GUYANE, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Fort-de-France B 431 416 288, et dont le siège social est situé Oasis quartier Bois Rouge, 97224 DUCOS

EFFINEO, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 448 459 339, et dont le siège social est situé 28 rue de la Redoute, 92260 FONTENAY AUX ROSES

EL HADRI MOHAMMED, affaire personnelle commerçant, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris A 487 637 902, et dont le siège social est situé 18 rue Xavier Privas, 75005 PARIS

EQUANT France, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Bobigny B 410 065 361, et dont le siège social est situé 1 place des Droits de l'Homme, 93210 SAINT DENIS

ETOILE DIESE, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Toulouse B 444 118 632, et dont le siège social est situé 15 rue Roger Monpezat, 31500 TOULOUSE

EYES TELECOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Tours B 532 103 165, et dont le siège social est situé 4 rue des Internauts, 37210 ROCHECORBON

FINAREA, société anonyme, immatriculée sous le numéro CH-514 3 024 457-9, et dont le siège social est situé 1 Viale Carlo Cattaneo, 6900 LUGANO (Suisse).

FINGERPRINT TECHNOLOGIES, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Romans B 432 889 665, et dont le siège social est situé 5 rue Jean Charcot, 26100 ROMANS SUR ISERE

FRANCE CITEVISION, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Amiens B 428 809 735, et dont le siège social est situé 83 rue Saint Fuscien, 80000 AMIENS

ORANGE, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 380 129 866, et dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75015 PARIS

FREE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 421 938 861, et dont le siège social est situé 8 rue de la Ville l'Evêque, 75008 PARIS

GEOLOCALISTION DVPT ELECTRONIQUE ET VIDEO SURVEILLANCE, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Point-à-Pitre B 484 517 420, et dont le siège social est situé 14 la Bretelle, 97139 LES ABYMES

GUYACOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Cayenne B 487 861 817, et dont le siège social est situé 28 Lot Zone Artisanale Galmot, 97300 CAYENNE

GUYANE NETWORKS, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS 752 907 675, et dont le siège social est situé 74 rue Victor Schoelcher, 97300 CAYENNE

HALYS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 447 898 081, et dont le siège social est situé 28 rue Rosenwald, 75015 PARIS

HUB TELECOM, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Bobigny B 437 947 666, et dont le siège social est situé 4 rue de la Haye, 93290 TREMBLAY EN FRANCE

IC.COM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 752 975 466, et dont le siège social est situé 51 rue de Ponthieu Bat D1, 75008 PARIS

IDOM TECHNOLOGIES, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Denis de la Réunion B 442 771 044, et dont le siège social est situé 7 rue Henri Cornu, 97490 STE CLOTILDE

INTEGRAPHONE, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Créteil B 482 642 576, et dont le siège social est situé 38 rue du Bois Galon, 94120 FONTENAY SOUS BOIS

INTERACT-IV.COM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Perpignan B 330 424 524, et dont le siège social est situé 600 rue Felix Trombe, 66100 PERPIGNAN

INTERCALL FRANCE VOCAL, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 393 819 636, et dont le siège social est situé 51 rue de Ponthieu, 75008 PARIS

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION NETWORK FRANCE (ITN FRANCE), société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 402 281 760, et dont le siège social est situé Tour Ventôse, 2/6 rue des Bourets, 92150 SURESNES

IOVOX LTD, personne morale de droit étranger (« *Private Limited with share capital* »), immatriculée sous le numéro 6057954 incorporated in E, et dont le siège social est situé Studio 6 27a, Pembridge Villas, Londres W11 3ep

IP DIRECTIONS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 490 818 556, et dont le siège social est situé 44 B Rue Pasquier, 75008 PARIS

IPER TELECOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Fort-de-France 513 919 662, et dont le siège social est situé 6 rue des Cyclades, 97200 Fort De France

IPXTEL, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Tours B 533 089 587, et dont le siège social est situé 7 rue George Sand, 37000 TOURS

JAGUAR NETWORK, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Marseille B 439 099 656, et dont le siège social est situé 71 avenue André Roussin, 13016 MARSEILLE

JET MULTIMEDIA France, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 482 534 500, et dont le siège social est situé 14 boulevard Poissonnière, 75009 PARIS

KEYYO, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 390 081 156, et dont le siège social est situé 92 boulevard Victor Hugo, 92115 CLICHY

KEYYO PROXIMITE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Bar-le-Duc B 495 270 159, et dont le siège social est situé 31 rue Leroux, 55500 LIGNY EN BARROIS

KWAOO.COM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Bourg-En-Bresse B 437 849 631, et dont le siège social est situé 130 rue Gustave Eiffel, 01630 ST GENIS POUILLY

LA POSTE TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 525 254 736, et dont le siège social est situé 855 avenue Roger Salengro, 92370 Chaville

LANESTEL, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Brest B 479 530 578, et dont le siège social est situé 38 rue Jim Sevellec, 29200 BREST

LEONIX TELECOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 503 111 668, et dont le siège social est situé 35 rue des Jeuneurs, 75002 PARIS

LICENCE 4, société à responsabilité limitée unipersonnelle, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 502 218 241, et dont le siège social est situé 91 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS

LINKEO.COM, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 430 106 278, et dont le siège social est situé 29 rue du Colisée, 75008 PARIS

LLEIDA NETWORKS SERVEIS TELEMATICS S.L, personne morale de droit étranger, immatriculée sous le numéro B25345331 Lleida, et dont le siège social est situé Pçital - Edifici H1 2a Planta, 25003 Lleida, Espagne

LONG PHONE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 413 441 395, et dont le siège social est situé 122 rue la Boétie, 75008 PARIS

MAGIC FIL, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Rochefort B 403 023 716, et dont le siège social est situé 21 avenue Edouard Belin, 92500 Rueil Malmaison

MEDIASERV SARL, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Point-à-Pitre B 351 555 792, et dont le siège social est situé Tour Sécid, place de la Rénovation, 97110 POINTE-A-PITRE

MICROCAZ, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Le Mans B 398 506 253, et dont le siège social est situé 7 rue des Frênes, 72190 SARGE LES LE MANS

MOBIUS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Denis de la Réunion B 432 891 786, et dont le siège social est situé ZAC 2000, 1 avenue Théodore Drouet, 97420 LE PORT.

MY STREAM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 443 342 803, et dont le siège social est situé 3 rue Louis David, 75116 PARIS

NEOTEL, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Béziers B 434 226 775, et dont le siège social est situé 24 avenue Jean Foucault, BP 402, 34504 Béziers Cedex

NERIM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 424 564 532, et dont le siège social est situé 19 rue du Quatre Septembre, 75002 PARIS

NET GESTION CONCEPT NGC France, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Strasbourg B 494 871 429, et dont le siège social est situé 1 rue de la Gare, 67370 TRUCHTERSHEIM

NEXTO, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Marseille B 480 650 712, et dont le siège social est situé 7 avenue André Roussin, 13016 MARSEILLE

NORDNET, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Roubaix-Tourcoing B 402 974 489, et dont le siège social est situé 111 rue de Croix, 59510 HEM.

NOVELCOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris 487 610 545, et dont le siège social est situé 138 rue d'Aboukir, 75002 PARIS

NUMERICABLE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 379 229 529, et dont le siège social est situé 10 rue Albert Einstein, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

NUVO TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Salon B 529 567 026, et dont le siège social est situé 15 chemin du Pouchon, 13111 COUDOUX

ODBEE, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Fréjus B 440 057 354, et dont le siège social est situé 42 avenue des Cèpes, 83520 ROQUEBRUNE SUR ARGENS

ODYSSEY MESSAGING, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 421 839 564, et dont le siège social est situé 89 rue Réaumur 75002, PARIS

OPENIP, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 482 858 339, et dont le siège social est situé 4 rue de la Gare, 92300 LEVALLOIS-PERRET

OPS TELECOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Châlons-en-Champagne B 523 941 391, et dont le siège social est situé 75 route de Louvois, 51520 ST MARTIN SUR LE PRE

OPTION SERVICE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Compiègne B 339 691 107, et dont le siège social est situé 4 chemin de Crisolles, 60400 GENVRY

O'TELECOM FRANCE, société à responsabilité limitée immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 530 862 929, et dont le siège social est situé 57 avenue Victor Cresson, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

OUTREMER TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Fort-de-France B 383 678 760, et dont le siège social est situé De Gros de la Jambette, 97200 FORT DE FRANCE

OVH, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Roubaix-Tourcoing B 424 761 419, et dont le siège social est situé 2 rue Kellermann, 59100 ROUBAIX

PARITEL OPERATEUR, société par actions simplifiée à associé unique, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 343 163 770, et dont le siège social est situé 118 boulevard de Verdun, 92400 COURBEVOIE

PH TELECOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Denis de la Réunion B 528 194 863, et dont le siège social est situé 26 avenue Eudoxie Nonge, 97490 STE CLOTILDE

POPFAX, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Versailles B 443 336 136, et dont le siège social est situé 3 impasse des Bleuets, 78420 CARRIERES SUR SEINE

PRECEPTEL, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Grasse B 450 116 058, et dont le siège social est situé 1240 route des Dolines, 06560 VALBONNE

PROSODIE, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 411 393 218, et dont le siège social est situé 150 rue Gallieni, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

RENTABILIWEB INTERACTIVE, société par actions simplifiée à associé unique, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Lyon B 488 542 614, et dont le siège social est situé 2 rue Emile Fournier, 69210 L ARBRESLE

RENTABILIWEB TELECOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 479 783 326, et dont le siège social est situé 55 rue Raspail, 92300 LEVALLOIS PERRET

RISC GROUP IT SOLUTIONS, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 377 762 752, et dont le siège social est situé 10 rue Waldeck Rochet, 93300 AUBERVILLIERS.

RMI INFORMATIQUE, société anonyme à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nancy B 323 159 715, et dont le siège social est situé 6 rue Pierre Brossolette, 94130 NOGENT SUR MARNE

SAS SPM TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS 42358364, et dont le siège social est situé place du Général De Gaulle, BP 4253, 97500 Saint Pierre et Miquelon

SENSO TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Evry B 498 379 478, et dont le siège social est situé 7 rue Montespan, 91000 EVRY

SEWAN COMMUNICATIONS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 452 363 153, et dont le siège social est situé 41 rue de l'Echiquier, 75010 PARIS

SIPEO, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 529 319 600, et dont le siège social est situé 94 rue Saint Lazare, 75009 PARIS

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE E TERA (SEM E TERA), société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Albi B 431 764 661, et dont le siège social est situé 46 rue Séré de Rivières, 81000 ALBI

SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE (SFR), société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 403 106 537, et dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland, 75008 PARIS

SOCIETE LEGOS LOCAL EXCHANGE GLOBAL OPERATION SERVICES, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 440 799 989, et dont le siège social est situé 35 rue de Dantzig, 75015 PARIS.

SOCIETE REUNIONNAISE DU RADIOTELEPHONE (SRR), société en commandite simple, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Denis de la Réunion B 393 551 007, et dont le siège social est situé ZI du Chaudron, 21 rue Pierre Aubert, 97490 SAINTE-CLOTILDE

STELLA TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Grasse B 414 597 062, et dont le siège social est situé 7 rue Soutrane, 06560 VALBONNE

SYSEXPERT, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Pierre de la Réunion B 504 497 736, et dont le siège social est situé 7 chemin Raymond Mondon, 97432 ST PIERRE

TECH'CARE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 507 402 618, et dont le siège social est situé 45 Bis route des Gardes, 92190 MEUDON.

TELEPLANETE, société par actions simplifiée à associé unique, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Angers B 390 411 445, et dont le siège social est situé 11 place François Mitterrand, 49100 ANGERS

TRANSATEL, société anonyme à directoire, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 432 786 432, et dont le siège social est situé 4 place des Saisons, 92036 PARIS LA DEFENSE CEDEX

TRANSMISSION, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 405 394 347, et dont le siège social est situé 80 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS

UBICENTREX, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Strasbourg B 513 535 609, et dont le siège social est situé 14 rue des Planches, 67000 STRASBOURG

UPSALE, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 443 677 471, et dont le siège social est situé 3 rue Troyon, 75017 PARIS

VEONET, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Aix-en-Provence B 510 907 645, et dont le siège social est situé 1025 avenue Paul Brutus, 13170 LES PENNES MIRABEAU

VERIZON FRANCE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 398 517 169, et dont le siège social est situé Tour Franklin, La défense 8, 92800 PUTEAUX.

VIATELECOM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 479 496 812, et dont le siège social est situé 152 boulevard Pereire, 75017 PARIS.

VIELSE, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Orléans B 523 879 518, et dont le siège social est situé 101 rue de la Cigogne, 45100 ORLEANS

VOXBONE, société anonyme, immatriculée sous le numéro Bruxelles 0478 928 788, et dont le siège social est situé CLAUS BUILDING AVENUE LOUISE 489 1050, BRUSSELS, BELGIQUE

WAYS.COM, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Cayenne B 483 904 223, et dont le siège social est situé Chemin de Mortium, Villa de Jaham, 97351 MATOURY

WENGO, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 478 444 474, et dont le siège social est situé 12 rue de Penthièvre, 75008 PARIS.

WIBOX, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Evreux B 509 649 745, et dont le siège social est situé 9200 voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

WLL ANTILLES-GUYANE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Fort-de-France B 429 573 108, et dont le siège social est situé Centre d'Affaires Valmeniere, 97200 FORT DE FRANCE

WLL REUNION, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Denis de la Réunion B 429 573 157, et dont le siège social est situé Chez Outremer Telecom, 12 rue Henri Cornu, 97490 SAINTE-CLOTILDE.

WM NETWORKS, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 514 753 367, et dont le siège social est situé 149 avenue du Maine, 75014 PARIS.

ZEOP, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Denis de la Réunion B 531 379 295, et dont le siège social est situé 39 rue Pierre Brossolette, 97420 LE PORT

Annexe B Opérateurs exerçant une influence significative sur les marchés pertinents des terminaisons d'appel vocal mobile et SMS

Les sociétés suivantes sont considérées comme exerçant une influence significative sur les marchés pertinents des terminaisons d'appel vocal mobile et SMS vers leur réseau individuel :

BOUYGUES TELECOM, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 397 480 930, et dont le siège social est situé Sequana, 82 rue Henry Farman, 92447 ISSY-LES-MOULINEAUX

BJT PARTNERS, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 480 234 210, et dont le siège social est situé 26 rue Friant, 75014 PARIS

DAUPHIN TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Basse-Terre B 419 964 010, et dont le siège social est situé 12 rue de la République, Marigot, 97150 SAINT-MARTIN

DIGICEL ANTILLES FRANÇAISES GUYANE (DIGICEL), société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Fort-de-France B 431 416 288, et dont le siège social est situé Oasis - Quartier bois rouge 97224 DUCOS

EURO-INFORMATION TELECOM (EI Telecom), société par actions simplifiée immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 421 713 892, et dont le siège social est situé 12 rue Gaillon 75002 PARIS

FREE MOBILE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 499 247 138, et dont le siège social est situé 16 rue de la Ville l'Evêque, 75008 PARIS

GLOBALTEL, société à responsabilité limitée, immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Versailles B 494 371 362, et dont le siège social est situé 16 rue Grange Dame de Rose, 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

LYCAMOBILE, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 528 332 505 et dont le siège social est situé 47 boulevard de Courcelles 75008 PARIS

MOBIQUITHINGS, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Grasse B 524 241 072 et dont le siège social est situé 1300 route des crêtes 06560 VALBONNE

MUNDIO MOBILE, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 750 297 244 et dont le siège social est situé 58 avenue de Wagram 75017 PARIS

OMEA TELECOM société de droit étranger immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Nanterre B 489 020 297, et dont le siège social est situé 12 rue Belgrand 92300 Levallois-Perret

ORANGE CARAÏBE, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Créteil B 379 984 891, et dont le siège social est situé 1 avenue Nelson Mandela 94745 ARCUEIL

ORANGE, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 380 129 866, et dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75015 PARIS

ORANGE REUNION, société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Saint-Denis de la Réunion B 432 495 802 et dont le siège social est situé 35 boulevard du Chaudron 97743 ST DENIS DE LA REUNION

OUTREMER TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Fort-de-France B 383 678 760, et dont le siège social est situé 109 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE (SFR), société anonyme à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Paris B 403 106 537, et dont le siège social est situé Tour Séquoia, La Défense 6, 1 place Carpeaux, 92915 PARIS-LA-DEFENSE

SOCIETE REUNIONNAISE DU RADIOTELEPHONE (SRR), société en commandite simple, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St-Denis de la Réunion B 393 551 007, et dont le siège social est situé ZI du Chaudron, 21 rue Pierre Aubert, 97490 SAINTE-CLOTILDE

UNITED TELECOMMUNICATIONS SERVICES CARAIBE (UTS Caraïbe), société à responsabilité limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Basse-Terre B 429 039 225, et dont le siège social est situé Marigot 24 rue de la République 97150 ST MARTIN

SPM TELECOM, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS St Pierre Et Miquelon B 423 583 640, et dont le siège social est situé Place du général de Gaulle 97500 ST PIERRE ET MIQUELON

Annexe C Offre de référence relative à la terminaison d'appel vocal fixe, d'appel vocal mobile et SMS des opérateurs disposant d'une base de clients actifs supérieure à un million de clients

C.1. Publication et modification

L'opérateur doit rendre publique son offre de référence sous forme électronique accessible librement. L'annexe décrivant la liste des points d'interconnexion et leur localisation peut être de diffusion restreinte, à l'usage des seuls opérateurs de communications électroniques.

L'opérateur peut modifier son offre de référence en tant que de besoin. Il est tenu de communiquer à l'Autorité toute modification de l'offre de référence au moins quarante-cinq jours avant son entrée en vigueur.

L'opérateur est également tenu de notifier aux opérateurs interconnectés toute modification de son offre de référence en respectant un préavis raisonnable avant l'entrée en vigueur de l'offre de référence modifiée. Ce préavis raisonnable doit être apprécié en fonction de la nature des modifications et du degré d'anticipation qu'ils nécessitent pour l'ensemble des parties.

C.2. Contenu de l'offre de référence

Les différentes prestations de l'offre de référence et les conditions statutaires, techniques et tarifaires associées doivent être suffisamment détaillées pour garantir que les clients disposent de l'information nécessaire à leur choix et ne sont pas tenus de payer pour des ressources qui ne sont pas nécessaires pour le service demandé. En particulier, les normes des interfaces et les modes de facturation sont spécifiés dans l'offre de référence.

C.2.1. Périmètre des prestations

L'offre de référence doit inclure les prestations standards, définies comme telles au regard de leur importance dans la consommation des opérateurs interconnectés. Elle doit aussi permettre aux acheteurs d'interconnexion d'avoir une visibilité suffisante sur l'architecture retenue par l'opérateur et son mode de tarification afin de pouvoir réaliser leurs arbitrages dans le choix de leur propre architecture d'interconnexion.

En particulier, l'offre de référence rendue publique intègre au minimum :

- l'intégralité des conditions techniques et tarifaires des principaux services de terminaison d'appel, à savoir l'offre de terminaison offerte actuellement au trafic métropolitain ainsi qu'aux autres types de trafic (en provenance de l'outre-mer ou de l'international) ;
- une description des conditions techniques et tarifaires des principaux services d'accès aux sites, qui incluront au minimum une offre de colocalisation.

C.2.2. Conditions contractuelles

L'offre de référence inclut l'intégralité des conditions de souscription de l'offre, notamment statutaires, financières et contractuelles, applicables lors de toute commande, modification ou résiliation des prestations.

C.2.3. Liste des points d'interconnexion

Une annexe, qui peut être diffusée de manière restreinte aux opérateurs déclarés de réseaux ouverts au public, précise la localisation précise de l'ensemble des points d'interconnexion correspondant à l'offre de référence. Cette annexe est remise à jour régulièrement : elle permet d'informer avec un préavis raisonnable les clients actuels ou potentiels de l'opérateur des modifications éventuelles de localisation des points d'interconnexion.

C.2.4. Les services de colocalisation

Dans l'offre de référence doivent aussi figurer :

- les informations concernant les sites pertinents existants de l'opérateur ou l'emplacement des équipements – et concernant toute modification anticipée. Lorsque la sauvegarde de la sécurité publique le justifie, la diffusion de ces informations peut être restreinte aux seules parties intéressées ;
- les caractéristiques de l'équipement : le cas échéant, les restrictions concernant les équipements qui peuvent être colocalisés ;
- les mesures mises en place par l'opérateur pour garantir la sûreté de ses locaux ;
- les conditions d'accès pour le personnel des opérateurs concurrents ;
- les normes de sécurité ;
- les règles de répartition de l'espace lorsque l'espace de colocalisation est limité ;
- les conditions dans lesquelles les bénéficiaires peuvent inspecter les sites sur lesquels une colocalisation physique est possible, ou ceux pour lesquels la colocalisation a été refusée pour cause de capacité insuffisante.

C.2.5. Mise en œuvre, modification ou résiliation de l'interconnexion

L'offre de référence inclut tous les éléments pertinents aux procédures de mise en œuvre, modification ou résiliation de l'interconnexion, et notamment les délais de livraison, de résiliation et les conditions financières et techniques correspondantes.

C.2.6 Informations sur les systèmes d'information

L'offre de référence inclut les conditions d'accès aux systèmes d'assistance opérationnelle, aux systèmes d'information ou aux bases de données ainsi qu'à tous les éléments pertinents pour la préparation de commandes, l'approvisionnement, la commande, la maintenance, les demandes de réparation et la facturation de l'opérateur.

C.2.7. Qualité de service

Au titre des conditions de fourniture, l'offre de référence inclut :

- les délais de réponse aux demandes de fourniture de services et de ressources ; accords sur le niveau du service, résolution des problèmes, procédures de retour au service normal et paramètres de qualité des services ;
- les conditions contractuelles types, y compris, le cas échéant, les indemnités prévues en cas de non-respect des délais ;
- les prix ou modalités de tarification de chaque service, fonction et ressource énumérés ci-dessus.

L'opérateur décrit aussi dans l'offre de référence, les modalités correspondantes en cas de non-respect de ses engagements.

C.3. Eléments complémentaires devant figurer dans l'offre de référence de la terminaison d'appel vocal fixe de Orange

Outre les informations susmentionnées, Orange, compte tenu de la complexité de son réseau historique fixe et de sa position clé sur le marché de la terminaison d'appel vocal fixe, se doit de proposer et décrire dans le cadre de son offre de référence :

C.3.1. Les prestations connexes à l'offre d'interconnexion

- une offre de Liaison de Raccordement (LR), permettant aux opérateurs tiers d'utiliser les capacités de transmission nécessaires à l'acheminement du trafic entre leurs locaux et les locaux hébergeant les équipements ouverts à l'interconnexion et l'accès ;
- une offre d'interconnexion en ligne (« *In-Span Interconnection* »), permettant la connexion des équipements des opérateurs tiers à des capacités de transmission de Orange situées sur le domaine public.

C.3.2. Les modalités techniques détaillées d'interconnexion

- L'organisation et l'architecture du réseau, avec les différents commutateurs ou routeurs, la description des zones géographiques de desserte, et les zones tarifaires associées ;
- Les interfaces et les protocoles de transmission proposés pour l'interconnexion ;
- Les éléments du réseau auxquels l'interconnexion est proposée (points d'interconnexion) ;
- Les modalités d'accès aux informations préalables plus détaillées concernant ces équipements.

C.3.3. Les éléments de sécurisation des services

- les mesures appliquées pour assurer l'intégrité des réseaux ;

- les mesures transitoires appliquées en cas de dysfonctionnement d'éléments du réseau de Orange pour assurer le maintien de la fourniture des prestations d'accès ou d'interconnexion ;
- les conditions de rétablissement des prestations d'accès ou d'interconnexion à la suite d'une panne, notamment les délais ;
- les conditions, notamment de sécurisation de trafic, offertes par Orange aux autres opérateurs afin de limiter les risques d'engorgement de trafic au niveau de certains points d'interconnexion.

C.3.4. Les prestations à l'acte

Orange doit inclure dans son offre technique et tarifaire d'interconnexion et d'accès l'ensemble des prestations à l'acte standards nécessaires à la mise en œuvre ou la résiliation des accès et des interconnexions, ou plus généralement à toute modification des conditions techniques d'interconnexion et d'accès.

Annexe D Bilan des cycles de régulation des terminaisons d'appels vocal fixe, vocal mobile et SMS en métropole et outre-mer, et perspectives de régulation

Voir le document publié conjointement au présent projet d'analyse des marchés